



## BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION



Représentant des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité des étudiants de l'université de Toamasina lors du carnaval du 09 décembre 2013

## RAPPORT ANNUEL 2013

# RAPPORT ANNUEL 2013



Villa « La Piscine » - Ambohibao – BP 399 Antananarivo – E-mail : [bianco@moov.mg](mailto:bianco@moov.mg)  
Téléphone : 00 261 20 22 489 82 / 22 489 79 / 22 459 52 – Fax : 00 261 20 22 489 93  
Site web : [www.bianco-mg.org](http://www.bianco-mg.org) – Facebook: Bianco Madagascar



# SOMMAIRE

<b>MOT DU DIRECTEUR GENERAL.....</b>	<b>7</b>
<b>SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>1.- RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE.....</b>	<b>11</b>
<b>2.- PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES DE L'ANNEE 2013.....</b>	<b>12</b>
<b>3.- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2013.....</b>	<b>16</b>
<b>4.- REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN 2013.....</b>	<b>22</b>
4.1- VOLET EDUCATION.....	22
4.2- VOLET PREVENTION.....	32
4.3- VOLET APPLICATION DE LA LOI.....	45
<b>5.- ACTIVITES DE COMMUNICATION.....</b>	<b>55</b>
5.1- VOLET COMMUNICATION STRATEGIQUE.....	55
5.2- VOLET COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE.....	55
5.3- VOLET COMMUNICATION DE MASSE.....	62
<b>6.- RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>64</b>
<b>7.- ADMINISTRATION ET FINANCES.....</b>	<b>66</b>
<b>8.- PERSPECTIVES.....</b>	<b>69</b>
8.1- GRANDES LIGNES DES ACTIVITES DES EXERCICES 2014 – 2018.....	69
8.2- PRINCIPALES ORIENTATIONS DES ACTIVITES DE L'ANNEE 2014.....	71
8.3- PRINCIPAUX RESULTATS ESCOMPTES POUR L'ANNEE 2014.....	72
8.4- AXES MAJEURS D'INTERVENTION DU BIANCO POUR L'ANNEE 2014.....	74
8.5- BUDGET DE L'EXERCICE 2014.....	75
<b>ANNEXE : .....</b>	<b>77</b>
<b>ANNEXE 1 : SYNTHESE DES RAPPORTS DES COMITES CONSULTATIFS DU BIANCO.....</b>	<b>78</b>
<b>ANNEXE 2 : TABLEAU DE COMPARAISON DES PRINCIPALES REALISATIONS AUX INDICATEURS.....</b>	<b>89</b>
<b>ANNEXE 3 : INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION DE MADAGASCAR DEPUIS 2002.....</b>	<b>90</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Situation des travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures .....	32
Tableau 2 : Situation de mise en œuvre des recommandations sur les systèmes et procédures .....	34
Tableau 3 : Liste des CIRDOMA et CIRTOPO accompagnés par BIANCO en 2013 .....	36
Tableau 4 : Liste des communes accompagnées par BIANCO en 2013.....	39
Tableau 5 : Entités concernées par les activités de prévention relatives à la sécurité routière.....	41
Tableau 6 : Répartition géographique des services touchés par la mise en place de dispositifs anti-corruption.....	41
Tableau 7 : Accompagnement pour la mise en œuvre des recommandations sur le recouvrement des recettes publiques et l'exploitation des ressources naturelles.....	43
Tableau 8 : Récapitulation des travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures .....	44
Tableau 9 : Récapitulation des déclarations de patrimoine reçues par Branche Territoriale .....	45
Tableau 10 : Etat récapitulatif des déclarations de patrimoine reçues par catégorie de personnes assujetties .....	46
Tableau 11 : Etat des doléances et des résultats de traitement des dossiers de corruption .....	48
Tableau 12 : Situation des doléances reçues de septembre 2004 à fin décembre 2013 .....	49
Tableau 13 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés au cours de l'année 2013.....	51
Tableau 14 : Situation de traitement des doléances de corruption depuis 2004 .....	52
Tableau 15 : Proportion des dossiers de corruption transmis aux juridictions de 2004 à fin 2013.....	52
Tableau 16 : Récapitulation des dossiers soumis aux Comités Consultatifs des Branches Territoriales.....	53
Tableau 17 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2013.....	54
Tableau 18 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin 2013 .....	54
Tableau 19 : Situation des réalisations des activités de communication de proximité par Branche Territoriale.....	59
Tableau 20 : Activités de communication par Branche Territoriale lors de la célébration de la JILCC 2013.....	61
Tableau 21 : Evolution de l'effectif du personnel au cours de l'année 2013 .....	64
Tableau 22 : Budget alloué au BIANCO .....	67
Tableau 23 : Situation des engagements à fin 2013 .....	67
Tableau 24 : Situation des dépenses du BIANCO arrêtée au 31 décembre 2013 .....	68
Tableau 25 : Budget et schéma de financement des activités de l'exercice 2014.....	75
Tableau 26 : Etats des dossiers soumis pour examen des comités consultatifs en investigation.....	85
Tableau 27 : Etats des dossiers classés sur décision des comités consultatifs en investigation .....	85

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition par Branche Territoriale des CIRDOMA et CIRTOPO appuyés par BIANCO.....	37
Graphique 2 : Répartition par Branche Territoriale des communes accompagnées par BIANCO .....	39
Graphique 3 : Evolution des déclarations de patrimoine reçues depuis 2005 à fin 2013.....	47
Graphique 4 : Evolution des doléances reçues de 2004 à fin 2013.....	49
Graphique 5 : Proportion des cas de corruption dénoncés par secteur en 2013.....	50
Graphique 6 : Evolution des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions depuis 2004.....	53
Graphique 7 : Evolution annuelle des arrestations et des détentions provisoires .....	54

## Liste des abréviations

ATT	: Agence du Transport Terrestre
BIANCO	: Bureau Indépendant Anti-Corruption
BT	: Branche Territoriale
CAA	: Chef d'Arrondissement Administratif
CHU	: Centre Hospitalier Universitaire
CIRDOMA	: Circonscription Domaniale
CIRTOPO	: Circonscription Topographique
CISCO	: Circonscription Scolaire
CSB	: Centre de Santé de Base
CUA	: Commune Urbaine d'Antananarivo
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DIRAT	: Direction Inter-Régionale de l'Administration du Territoire
EDBM	: Economic development Board of Madagascar
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration de Madagascar
ENM	: Ecole Nationale de la Magistrature
FDL	: Fonds de Développement Local
GN	: Gendarmerie Nationale
IAACA	: International Association of Anti-Corruption Authority
IACA	: International Anti-Corruption Academy
IPC	: Indice de Perception de la Corruption
JILCC	: Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption
LCC	: Lutte Contre la Corruption
OCAI	: Opérations Communales d'Apui Intégré
OEMC	: Office de l'Education de Masse et du Civisme
ORTM	: Office de la Radio et de la Télévision de Madagascar
OSC	: Organisation de la Société Civile
PGA	: Paierie Général d'Antananarivo
PGDI	: Programme de Gouvernance et de Développement Institutionnel
PNF	: Politique Nationale Foncière
PRD	: Plan Régional de Développement
PRLCC	: Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption
PRMP	: Personne Responsable des marchés Publics
RGA	: Recette Générale d'Antananarivo
RHI	: Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité
SAMIFIN	: Sampan-draharaha Miady amin'ny Famotsiam-bola
SCPC	: Service Central de Prévention de la Corruption
SNLCC	: Stratégies nationales de Lutte Contre la Corruption
TPI	: Tribunal de Premières Instances



Villa "La PISCINE" - Ambohibao -  
BP 399 Antananarivo  
Tel : 00 261 20 22 489 82  
bianco@moov.mg - www.bianco-mg.org

# ISIKA MIARAKA NO MANDRESY NY KOLIKOLY

# MOT DU DIRECTEUR GENERAL

Le programme national de lutte contre la corruption entre dans une phase cruciale, compte tenu du contexte particulier que traverse Madagascar, après cinq (5) années de crise politique et institutionnelle et, actuellement, le retour progressif à l'ordre constitutionnel. En effet, cette année 2014 est une année de défi à plusieurs titres.



D'abord, les effets néfastes de cinq années marquées par la recrudescence des pratiques de corruption, n'ont pas fini de se faire ressentir par la population, tandis que l'Etat est toujours en reconquête d'une crédibilité et de restauration de son autorité. Sur ce point très important, le premier Président de la quatrième République a annoncé au cours de son discours d'investiture les principaux axes de sa politique pour restaurer la confiance dans l'Etat. La lutte contre la corruption fait partie de ces axes, ayant été considérée par le Président de la République comme étant un passage obligé pour la restauration de l'autorité de l'Etat.

Par ailleurs, la population est toujours en attente des résultats des initiatives de lutte contre la corruption entreprises depuis une dizaine d'années. Parallèlement, une partie de l'opinion commence même à remettre en cause, sinon l'ensemble du système de lutte contre la corruption, du moins les structures spécialisées dans la répression de ces méfaits. Face à cette défiance, il faut réaffirmer la nécessité de continuer et de renforcer la lutte contre la corruption.

Pour sa part, le BIANCO considère l'annonce faite par le Président de la République dans son discours d'investiture comme le gage d'un engagement et la manifestation d'une volonté politique à renforcer la lutte contre le fléau de la corruption. Il s'agit maintenant de donner un contenu à cet engagement politique.

Le contexte actuel de retour progressif à l'ordre constitutionnel conjugué avec le rétablissement des relations entre Madagascar et ses partenaires internationaux impose à l'Etat de donner un élan nouveau à la lutte contre la corruption pour, d'une part, répondre à la recrudescence de ce fléau depuis ces dernières années et, d'autre part, sécuriser et optimiser les efforts à entreprendre pour le redressement du pays et surtout pour atteindre les objectifs de développement tant attendu.

La lutte contre la corruption est une nécessité impérieuse pour le pays. Le manque de résultat de l'ensemble du système ne doit pas remettre en cause la nécessité de persévérer dans cette initiative de longue haleine. Le processus d'évaluation de Madagascar est en cours pour cette année 2014. Les résultats de cette évaluation dans la mise en œuvre de la convention des Nations Unies contre la corruption doivent être mis à profit pour redynamiser la lutte contre la corruption, notamment pour améliorer l'ensemble de notre système de mise en œuvre du programme anti-corruption.

La lutte contre la corruption se gagne en conjuguant la détermination au niveau politique de lutter contre la corruption, avec un système renforcé et amélioré pour faire face aux nombreux défis de la mise en œuvre des actions d'éradication de la corruption. La réussite de la lutte contre la corruption dépend essentiellement du soutien infaillible et de la confiance de la population.

Enfin, cette année 2014 est marquée par la fin du mandat de l'actuel Directeur Général du BIANCO. Un appel à candidature pour le recrutement du nouveau Directeur Général a été lancé, conformément aux dispositions de la loi sur la lutte contre la corruption et le décret d'application sur la réorganisation et le fonctionnement du Bureau Indépendant Anti-corruption. Il est primordial que la loi soit respectée dans la nomination de ce dirigeant du BIANCO. J'ai fait du respect de la légalité de ce processus de recrutement un défi personnel, que je laisse en héritage au BIANCO et au programme de lutte contre la corruption, à la veille de mon départ, après cinq années de mandat comme en dispose la loi.

Je ne saurais terminer ces mots sans remercier toutes les personnes et entités qui ont collaboré avec moi et le BIANCO durant ces cinq années. Je souhaite le plein de succès à la lutte contre la corruption. Je réitère comme je l'ai toujours fait durant mon mandat que c'est ensemble que nous gagnerons la lutte contre la corruption.

# SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

## A- SYNTHESE

Dans le domaine de l'Education, les activités de mobilisation du public à adopter une attitude intolérante à la corruption ont été renforcées malgré l'observation d'une tendance généralisée du phénomène de la corruption. En outre, les Sociétés Civiles, les différents organes relais y compris les médias, les établissements scolaires, les secteurs publics (allant des Ministères jusqu'aux services administratifs des Districts, en passant par les démembrements de l'Etat central au niveau des 22 Régions) ont été mobilisés à prendre part activement à la lutte contre la corruption.

Concernant la Prévention, le BIANCO a su susciter chez les entités partenaires une appropriation des mesures préconisées ainsi que leur application (12 travaux de revue de système et d'analyse des procédures). Il en est de même pour l'adoption du standard minimum de services. Des efforts ont été faits du côté de l'assistance et de l'appui aux entités organisatrices de concours administratifs et examens officiels (5 entités organisatrices de concours administratifs accompagnées). L'élaboration de plan d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, de vulgarisation des bonnes pratiques a également fait partie des mesures préventives entreprise par le BIANCO (15 secteurs accompagnés).

L'effectivité de l'application de la loi en matière de lutte contre la corruption est conditionnée par une politique pénale adéquate. Ainsi, le BIANCO a développé des partenariats avec le ministère clé, celui de la Justice ; avec l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG). Par ailleurs, il a également tissé une coopération fructueuse avec la plateforme d'intégrité regroupant le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI), la Médiature de la République Malgache, le SAMIFIN et évidemment le Ministère de la Justice.

Dans le but de couvrir l'ensemble du territoire national, des efforts ont été entrepris pour accroître l'appropriation régionale de la lutte contre la corruption à travers le renforcement de la politique régionale relative aux 22 Régions.

A l'échelle internationale, le BIANCO a pris soin de développer son ouverture extérieure par le biais des collaborations contractées auprès des autres agences anti-corruption ; des participations aux instances internationales intervenant dans la lutte contre la corruption. A quelques exceptions près, le BIANCO n'a pas raté l'opportunité de participer à ces événements extérieurs (11 participations actives à l'étranger) malgré le peu de moyens dont il disposait.

En matière de communication, dans l'optique d'améliorer l'image et d'accroître la visibilité du Bureau, l'information du public sur l'état d'avancement de la lutte contre la corruption et sur les résultats des activités des volets opérationnels (Education, Prévention et Investigation) a été entreprise. Dans ce dessein, des émissions périodiques ont été réalisées et des articles ont été conçus et publiés dans des publications classiques. La communication électronique a été optimisée par le biais de l'animation du site web ainsi que la création d'un compte facebook du BIANCO.

La célébration annuelle de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption a constitué un rendez-vous majeur pour la mobilisation contre la corruption, notamment à l'occasion de la célébration nationale du 09 décembre à Toamasina en présence du Directeur de Cabinet, ayant représenté Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Cette célébration fut l'occasion pour le Gouvernement de réitérer la nécessité de renforcer la Lutte Contre la Corruption d'une part, et d'autre part son engagement dans cette direction.

Le Bianco a dû surmonter de nombreux obstacles quant à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption.

En interne, la restriction budgétaire a eu pour conséquence la réduction des moyens financiers et humains du Bureau.

Au niveau des ressources humaines, on a pu ressentir un manque d'effectif du personnel du BIANCO presque dans tous les départements existants. Par ailleurs, les responsables ont dû réviser à la baisse les renforcements de capacités des agents, faute de budget. Cette insuffisance budgétaire a aussi eu des répercussions néfastes sur le plan logistique. En ce qui concerne le parc informatique, entre autres, plusieurs ordinateurs acquis en 2004 et

2005 ont été encore utilisés malgré leur piètre performance. Il en est de même pour les vidéos-projecteurs et les photocopieuses dont la grande partie représente des anomalies. Quant au parc automobile, le Bureau a pu acquérir uniquement 3 véhicules tout terrain, facilitant la mobilité des trois Branches Territoires les plus critiques, à savoir celles de Toliara, de Fianarantsoa et de Toamasina.

En externe, le BIANCO a du faire face aux difficultés liées au dérèglement des systèmes de contrôle à Madagascar depuis l'avènement de la crise socio-politico-économique en 2009, qui a favorisé l'accroissement de la pratique de la corruption sur le territoire national, mettant ainsi à rude épreuve les activités anti-corruption des volets opérationnels du Bureau. Néanmoins, des résultats tangibles ont été notés.

Cependant, beaucoup d'efforts restent encore à entreprendre dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, d'où les recommandations.

## **B- RECOMMANDATIONS**

La nécessité d'intensifier la lutte contre la corruption dépend de plusieurs leviers d'actions tant, en internes par rapport au BIANCO, qu'en externes. Ces leviers d'actions tournent autour de la nécessité d'avoir des impacts réels des actions de lutte contre la corruption. Le BIANCO émet ainsi à titre de recommandations les orientations d'actions suivantes :

- En premier lieu, la lutte contre la corruption dépend de la réelle volonté de l'Etat à combattre le fléau de la corruption. depuis l'année 2004, première année de mise en œuvre des activités de lutte contre la corruption, Madagascar a disposé d'une stratégie de lutte contre la corruption, et jamais d'une politique nationale de lutte contre la corruption, qui fixerait les objectifs à atteindre dans la mise en œuvre des actions de lutte contre la corruption. L'intensification de cette initiative contre la corruption nécessite ainsi l'adoption de directives générales fixant les orientations globales et les objectifs à atteindre, ainsi que les moyens réservés par l'Etat pour produire les résultats escomptés. **Le BIANCO recommande ainsi l'adoption de cette politique générale pour la conduite de la lutte contre la corruption.**
- Deuxièmement, il faut renforcer la répression, en intensifiant les actions entreprises par les différents acteurs du système de lutte contre la corruption. Pour cela, il faut renforcer ces acteurs eux-mêmes, pour espérer aboutir à de résultats probants. Ce renforcement des acteurs devra être axé sur la cohérence de l'ensemble du système de lutte contre la corruption. **Le BIANCO recommande ainsi à l'Etat de formuler les directives de politique générale sur la lutte contre la corruption**, à partir du discours du Président de la République lors de son investiture. Ces directives de politique générale détermineront les grands axes d'efforts de l'Etat dans le domaine de la lutte contre la corruption. A partir de ces grands axes, chaque acteur du système mettra en œuvre les actions relevant de ses missions spécifiques.
- Troisièmement, la lutte contre la corruption doit servir à la préservation des ressources publiques et nationales faisant l'objet de dilapidation accrue, facilitée, entre autres par la corruption. Il est impératif d'accentuer les efforts dans tous les secteurs en charge de les préserver. Il s'agira non seulement de sécuriser et de préserver ces ressources par le biais d'une prévention des actes de détournement et de trafics illicites, mais surtout de mettre en place des dispositifs de détection et de répression de ces actes commis contre les biens publics et les ressources nationales, notamment naturelles. **Le BIANCO recommande à l'Etat de mettre en place une cohérence d'ensemble des structures de contrôle et d'associer la dimension lutte contre la corruption dans la protection des ressources nationales et des biens publics.**
- Quatrièmement, la lutte contre la corruption devra appuyer les efforts pour redresser le pays et le mener vers le développement. Pour cela, la lutte contre la corruption doit accompagner les structures publiques telles que l'administration publique et les collectivités territoriales pour rétablir la confiance de la population dans ces représentations de l'Etat à tous les niveaux. Les programmes de redressement et de développement doivent également faire l'objet d'accompagnement afin de les sécuriser et de prévenir tous détournements des fonds y alloués, des marchés publics qui en découleront et d'une manière générale des bénéfices que le pays

pourra en tirer. **Le BIANCO recommande à l'Etat d'intégrer les activités de lutte contre la corruption dans la mise en œuvre des actions de développement.**

- Cinquièmement, l'environnement des affaires doit également faire l'objet d'assainissement afin de sécuriser les investissements tant nationaux qu'internationaux. Pour ce faire, le programme de lutte contre la corruption devra être mis à contribution pour la promotion des principes d'intégrité dans le milieu des affaires. **Le BIANCO recommande l'Etat à promouvoir un environnement sain et propice à la libre concurrence dans le milieu des affaires, en adoptant les cadres juridiques nécessaires pour cela et en intégrant la dimension lutte contre la corruption dans le secteur privé.**
- Sur le plan interne, l'intensification de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption passe par la mise à jour des approches stratégiques y afférentes. Il en est ainsi de la mise à jour des manuels d'opérations des volets opérationnels et ceux d'appui. - Par ailleurs, les efforts doivent être intensifiés tant au niveau de la vulgarisation de la culture d'intégrité, de la transparence, du principe de redevabilité dans les secteurs public et privé, qu'au niveau de la promotion de la mise en application des Dispositifs Anti – Corruption, de la déclaration des principes d'affaires et du code de conduite. Parallèlement à cela, il est impératif de se pencher sur la revue de systèmes et l'analyse des procédures, l'accompagnement des entités concernées, le suivi de l'effectivité de la mise en application des recommandations d'audit, ainsi que la vulgarisation des bonnes pratiques ; l'objectif étant de faciliter l'assainissement du monde des affaires dans la grande île.
- Le renforcement de la collaboration et la synergie des actions avec toutes les parties prenantes à la Lutte contre la corruption tels que les organes relais, les Organisations de la Société Civile, les Organisations Confessionnelles, les Médias, les Etablissements Scolaires et les secteurs publics et privés ne sont pas non plus à négliger.
- Dans le cadre de la mobilisation du monde rural, l'intensification de la mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption en s'appuyant sur une appropriation régionale de ladite lutte est plus que nécessaire.

Les efforts du BIANCO devraient être menés dans la confection de manuels et de guides pratiques relatifs aux activités du BIANCO auprès des secteurs, portant entre autres sur la promotion de la culture de la transparence, l'éthique, l'intégrité, la redevabilité dans tous les secteurs d'activités en général et particulièrement dans les secteurs œuvrant pour l'exploration, l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles et minières, pour à la fois suppléer au manque de personnels opérationnels pour la conduite des activités et pour une meilleure appropriation des actions de lutte contre la corruption au niveau de ces secteurs.

- Dans le même ordre d'idée figurent la mobilisation des jeunes à travers des activités menées au sein des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) en milieux scolaire et universitaire, sans oublier l'insertion des modules de Lutte Contre la Corruption dans les Programmes scolaires.

Pour permettre au BIANCO de mener à bien les missions qui lui sont assignées,, des efforts doivent être déployés pour la mise à disposition des ressources permettant au Bureau de mettre en œuvre les activités prévues dans la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption. Parmi ces ressources figurent, entre autres, la dotation de postes budgétaires nécessaires pour couvrir les besoins en effectif par période, la mobilisation des ressources financières et matérielles, la consolidation des acquis et des compétences du personnel, qui sont les conditions sine qua non de la réussite de la lutte contre la corruption.

# 1

## RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE

En 2015, l'objectif du Bureau est d'atteindre le niveau **39** de l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, en tenant compte des impacts de la crise politique vécue par Madagascar depuis le début de l'année 2009 et en réduisant à **1,5%** la proportion des dépenses moyennes des ménages utilisées à la corruption pour obtenir des services publics.

Les principaux objectifs relatifs à la mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Corruption consistent à :

- Réduite substantiellement la pratique de corruption dans le secteur public par le changement de valeurs et de mentalité et l'application du code de conduite.
- Accroître la confiance du public et des entreprises dans un traitement juste et équitable par les tribunaux, par les forces de sécurité et par l'Administration publique, notamment les secteurs des douanes, des impôts et du foncier.

En termes d'impacts, les principaux résultats suivants sont attendus à l'issue de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption :

- Instauration d'un environnement moral et social amélioré ;
- Mise en place d'une administration probe et efficace ;
- Instauration d'un environnement des affaires assaini ;
- Promotion d'une bonne gestion des ressources nationales.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption, les trois axes stratégiques de l'intervention du BIANCO sont :

- l'Education de la population pour le refus de la corruption et inciter la communauté à lutter contre ce fléau;
- la Prévention à la corruption par l'élimination des opportunités et/ou occasions favorisant la pratique de ce fléau dans le fonctionnement des systèmes des secteurs public et privé ;
- l'Application de la législation anti-corruption.

# 2

## **PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES DE L'ANNEE 2013**

### **2.1- Grandes orientations des activités des exercices 2013 à 2015**

Les principales orientations des activités allant de 2013 à 2015 du Bureau Indépendant Anti-corruption seront focalisées essentiellement sur :

- le développement des capacités opérationnelles du BIANCO par le renforcement de la performance des six (6) Branches Territoriales installées dans les Chefs lieux des ex-provinces et des directions centrales du siège ;
- la mise à disposition des moyens permettant de mettre en œuvre les activités programmées, entre autres, la dotation de postes budgétaires nécessaires pour couvrir les besoins en effectif par période, la mobilisation des ressources financières et matérielles ainsi que la consolidation des acquis et des compétences du personnel, notamment :
  - la couverture des postes vacants et le recrutement de nouveaux agents pour ramener l'effectif du Bureau à deux cent cinquante (250) en 2015,
  - la reconstruction ou la réhabilitation et l'entretien périodique des bâtiments servant de bureau pour les Branches Territoriales et du siège,
  - le renouvellement du parc automobile, des équipements techniques, des matériels informatiques et des mobiliers de bureau amortis et hors d'usage,
  - les investissements indispensables pour la mise en application des dispositifs anti-corruption conçus conjointement par l'équipe du volet Prévention et les Responsables de ses entités clientes,
  - la conception et l'installation des supports techniques d'éducation et de communication, entre autres, panneaux, affiches, guides et documents pédagogiques divers ;
- l'intensification de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, dont :
  - mobilisation du public à adopter une attitude intolérante à la pratique de corruption et à manifester sa détermination à lutter contre ce fléau par des réalisations tangibles;
  - appropriation des mesures de prévention et application des dispositifs anti-corruption par les services publics et le secteur privé : normes et standard de services, principes de

bonnes gouvernances des recettes et des dépenses publiques, guides de bonnes pratiques, ... ;

- promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité ainsi que des principes de bonnes gouvernances au sein des secteurs public et privé : pactes d'intégrité et codes d'éthique et de conduite,..... ;
  - mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption : appropriation régionale de la lutte contre la corruption (adoption de bonnes pratiques dans les secteurs et collectivités décentralisées),
  - effectivité de la chaîne anti-corruption : adoption d'une politique pénale, traitement des dossiers de corruption investigables et transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité,
  - contribution aux activités visant l'attrait et la sécurisation des investissements par l'assainissement du milieu des affaires,
  - accompagnement des grands investissements en vue de cerner les risques afférents à la pratique de corruption et des infractions assimilées dans l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, minières et pétrolières,
- le développement de l'ouverture internationale : collaboration avec les agences anti-corruption, participation aux instances et activités internationales de renforcement du programme de lutte contre la corruption.

## **2.2 - Grandes orientations des activités de l'année 2013**

Les principales orientations des activités de l'année 2013 visent à :

- Déterminer les besoins en informations de gestion et réactualiser les indicateurs de performances, de résultats, d'effets et d'impacts des activités du BIANCO en vue de développer le système de Tableau de Bord de Gestion ;
- Adopter la nouvelle démarche par axe d'efforts convenue lors de l'atelier de regroupement effectué au mois de mai 2012 à Mahajanga, pour mener les activités d'Education et de Prévention ;
- Renforcer l'opérationnalité du nouveau système informatisé pour la consolidation des réalisations et des données avancées dans les Plans de Travail ;
- Améliorer de manière continue la performance des Branches Territoriales pour le traitement des doléances et l'apurement des dossiers investigables en instance, en général, et cerner les pratiques spécifiques de corruption et infractions assimilées par secteur et par région dans chaque circonscription respective, en particulier ;
- Participer activement à la dynamisation de la chaîne anti-corruption: élaboration des textes pour la réforme de la Chaîne Pénale Anti-Corruption et la mise en place de la politique pénale anti-corruption, traitement des dossiers transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité et consolidation des liaisons opérationnelles;
- Contribuer à la promotion de la transparence et à la culture de refus de corruption dans les processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières, d'une part, et à la lutte contre les trafics illicites dans ces secteurs, d'autre part ;

- Renforcer la collaboration avec les partenaires et les organes relais, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les organisations confessionnelles, les médias, les établissements scolaires et les secteurs;
- Promouvoir la culture d'intégrité et de transparence dans les secteurs public et privé : code de conduite et de déontologie, pacte d'intégrité et déclaration des principes d'affaires, code de conduite des affaires... ;
- Poursuivre les activités de mobilisation ayant trait à lutte contre la corruption et à la culture de refus de ce fléau au sein des établissements scolaires: intensification et opérationnalité des réseaux d'intégrité et d'honnêteté, intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc... ;
- Mettre en œuvre et vulgariser les dispositifs anti-corruption et les mesures de prévention dans les secteurs : standard minimum des services, assistance et appui aux entités organisatrices des concours administratifs et examens officiels, revue de systèmes et analyse des procédures, plans d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, vulgarisation des bonnes pratiques etc.... ;
- Accompagner les entités régionales dans la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et dans la consolidation des acquis pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local.

### 2.3- Principaux résultats escomptés pour l'exercice 2013

Dans le cadre des **activités stratégiques et administratives** du Bureau en général :

- **Indicateurs de résultats, d'effets et d'impacts** des activités réactualisés et **système de Tableau de Bord de Gestion** élaboré.
- **Nouvelle démarche par axe d'effort** appliquée pour la réalisation des activités d'éducation et de prévention.
- Evaluation de la **Performance du Programme Malgache de Lutte Contre la Corruption** effectuée et menée correctement par les experts des pays évaluateurs et de l'UNODC dans le cadre du mécanisme d'examen pour l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption.
- **Nouveau système informatisé** de traitement et de consolidation des réalisations et des Plans de Travail Annuels opérationnalisés et exploités avec efficacité.

Dans le cadre de l'**application de la législation anti-corruption** :

- **5 700 doléances** reçues, dont **1 200 faits** sont **soupçonnés de corruption** et font l'objet d'investigation ;
- **1 200 dossiers investigables** traités par le BIANCO, dont **510** sont **transmis aux juridictions** (soit 42,5 % des dossiers traités) ;
- **Résultats des dossiers transmis** aux juridictions **communiqués périodiquement** par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008) ;
- **Liste mère des assujettis** à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2013 est mise à jour, tant au niveau central que régional.

- **50%** (environ **2 700 Déclarations**) des **personnes assujetties** à la Déclaration de Patrimoine se sont **acquittées de leur obligation légale**.
- **107 liaisons opérationnelles** sont **conclues** avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux.
- **Système Informatique de Gestion et de Suivi du traitement des doléances** réactualisé et mis à jour.

Dans le cadre des **volets Education et Prévention** :

- **Grand public mobilisé** à refuser et à dénoncer les pratiques de corruption.
- **Image et visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web – rapports d'activités - conférences débats - documentaire – bulletins et revues d'information et de mobilisation ;
- **Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC)** effective dans les **22 régions** de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de Lutte Contre la Corruption (LCC) dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- **Processus d'éducation** du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, **poursuivis et renforcés** ;
- **Responsabilisation des relais** (Organisations de la Société Civile, leaders d'opinions, confessions religieuses, ...) renforcée pour l'éducation du public au changement de comportement, de veille et d'interpellation, par rapport à la pratique de la corruption ;
- Processus du mouvement éthique, d'**adoption de la culture d'intégrité et de transparence et des principes de la bonne gouvernance**, d'élaboration et de vulgarisation du code de conduite et de déclaration des principes d'affaires par les secteurs public et privé, **poursuivis et renforcés** ;
- **Jeunes mobilisés** pour la participation effective aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs (Réseau d'honnêteté et d'intégrité ...) ;
- Processus de l'introduction des **notions d'intégrité morale et de l'insertion de la dimension de lutte contre la corruption dans les programmes scolaires** poursuivis et renforcés ;
- **15 secteurs accompagnés** dans la mise en œuvre des activités de Prévention : Aéroport international d'Ivato, secteur Minier, secteur Foncier, Justice, Douanes, secteur Santé, Collectivités Territoriales Décentralisées, Structures Territoriales Déconcentrées, filière Bovine, secteur Forêt, QMM, Environnement, Centres d'immatriculation et Visite Technique, Trésor Public.
- **12 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures** effectués sur les secteurs : foncier, université, santé publique, marché public, contrôle routier, communes minières et Trésor Public.
- **5 entités** organisatrices de concours administratifs **accompagnés**.

# 3

## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2013

### 3.1.- Sur les relations et les coopérations internationales

#### 3.1.1.- Participation au mécanisme de l'UNODC relatif à l'évaluation par les paires

Les experts gouvernementaux de Madagascar et de Malawi, accompagnés par le secrétariat de l'United Nation Office on Drugs and Crime (UNODC), ont réalisé avec succès, au cours de l'année 2013, ses premières interventions au programme d'évaluation par les paires par l'examen de la performance de Zimbabwe pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption.

Cette première expérience est capitale pour les experts gouvernementaux Malgaches en vue de mieux accueillir l'évaluation de Madagascar par Nicaragua et Nigéria et préparer le processus pour l'examen de l'Island avec la Norvège, programmés pour la période 2013 – 2014.

#### 3.1.2.- Réunions et conférences internationales

Le Bureau a participé aux réunions et conférences internationales suivantes :

- ✓ Conférence sur la Consultation Panafricaine sur l'agenda de développement post 2015 et la validation du rapport sur les OMD 2013, organisé par la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Africaine (UA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), du 11 au 12 mars 2013 à Hammamet - TUNISIE ;
- ✓ Quatrième session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption (UNCAC) tenue à Vienne – AUTRICHE, du 25 au 31 mai 2013 sous la conduite de l'UNODC;
- ✓ Cinquième Conférence de « International Association of Anti Corruption Authority (IAACA) tenue à Jinan – CHINE du 22 au 24 juin 2013 ;
- ✓ Deuxième Conférence des Institutions Africaines de lutte contre la corruption tenue à Accra – GHANA, du 16 au 18 septembre 2013 et organisée par le Comité Intérimaire de l'Association des Institutions de Lutte Contre la Corruption en vue de créer l'Association des Agences anti-corruption de l'Afrique de l'Est ;
- ✓ Cinquième conférence des Etats Partis à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption et réunion relative aux échanges et partages d'expériences avec les agences anti-corruption

réunies au sein de l'International Anti-Corruption summer Academy (IACA) sur l'évaluation par les paires tenues au Panama City - PANAMA, du 25 au 29 novembre 2013.

### 3.1.3 - Formations et échanges internationaux

Neuf (9) agents du BIANCO ont bénéficié et participé à des formations à l'extérieure du pays sur les thèmes ci-après, au cours de l'année 2013 :

- ✓ Séminaire destiné au pays Africains francophones sur :
  - "la promotion du commerce et des investissements", organisé par le Ministère du commerce chinois à Beijing – CHINE du 07 au 27 mai 2013,
  - "la réforme et l'innovation des services publics", organisé par le Ministère du commerce chinois à Beijing –CHINE du 09 au 29 mai 2013,
  - « l'Administration Publique et Sociale » du 22 octobre au 11 novembre 2013 à Beijing - CHINE;
- ✓ Stage de recherche auprès du Laboratoire d'Etudes du Droit Public de l'Université de Rennes 1 FRANCE du 03 mai au 20 juillet 2013 ;
- ✓ Formation annuelle internationale sur la lutte contre la corruption, organisée par l'Académie Internationale Anti-Corruption (IACA), du 03 au 07 juillet 2013, à Luxembourg - AUTRICHE;
- ✓ Formation sur thème : "la corruption : détection, prévention et répression" organisée par l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM) et le Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC) à Paris - FRANCE du 08 au 15 décembre 2013



Quatre agents du BIANCO (3<sup>e</sup> à gauche), CI RATOVOSON Benjamin, Directeur Territorial (DT) d'Antananarivo; à droite : (1<sup>er</sup>) CI ANDRIAMASY Jocelyn, DT Toliara, (2<sup>e</sup>) Mme RAZOARIHOLY Noroseheno, Chef de Division Prévention au sein du Département de la Programmation, Contrôle, Suivi et Evaluation au siège du BIANCO à Antananarivo et (3<sup>e</sup>) Mr. RAKOTONINDRINA Tantely, DT par intérim à Antsiranana avec M. François BADIE (au milieu), chef du Service Central de Prévention de la Corruption-France

### 3.1.4.- Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International

Le score de Madagascar relatif à l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International accuse une régression de quatre points par rapport à celui de 2012, soit un IPC de 32 sur 100 pour 2012 (118<sup>ème</sup> sur 175 pays) et 28 sur 100 pour 2013 (127<sup>ème</sup> sur 180 pays).

Cette tendance à la baisse de la note obtenue par Madagascar explique en partie la banalisation progressive des actes d'abus de toutes sortes et la généralisation de la pratique de la corruption depuis l'avènement de la crise politique. La pratique de la corruption a été perçue depuis comme une possibilité pour atténuer les effets néfastes de la conjoncture.

L'évolution de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Madagascar depuis 2002, selon le Transparency International, est donnée en annexe 3.

## 3.2.- Sur les activités opérationnelles du BIANCO

### 3.2.1.- Collaboration avec les entités sur la lutte contre la corruption

La Gendarmerie Nationale a manifesté sa volonté de lutter contre la corruption par la remise officielle des déclarations de patrimoines des responsables auprès du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie Nationale, du Commandement de la Gendarmerie Nationale, du personnel de l'Ecole de la Gendarmerie Nationale à Ambositra et de l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale à Moramanga et de la Force d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, le 30 janvier 2013 au siège du Bureau Indépendant Anti – Corruption à Ambohibao et aux bureaux des Branches Territoriales sis dans les chefs lieux des ex-Provinces.



**La grande famille de la Gendarmerie Nationale se veut être un exemple en remettant ses déclarations de patrimoine auprès du BIANCO**

Des conventions de collaboration et de partenariat avec les entités manifestant leur volonté de lutter contre la corruption ont été conclues au cours de l'année 2013, entre autres :

- le 20 mars 2013 avec l'Institut Supérieur de Technologie à Ambositra ;
- le 10 avril 2013 avec l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) ;
- le 11 avril 2013 avec le Ministère de la Sécurité Intérieure;
- le 30 avril 2013 avec le Consortium des partenaires de mises en œuvre du programme Opérations Communales d'Appui Intégré (OCAI), Projet de Gouvernance et de Développement

Institutionnel (PGDI), Fonds de Développement Local (FDL), Programme National Foncier (PNF) et Direction de la Reforme et de la Gestion Foncière Décentralisée (DRGFD) ;

- le 03 juillet 2013 avec le Ministère des Forces Armées ;
- le 14 août 2013 avec le « Young Men's Christian Association » (YMCA) de Toliara ;
- le 23 octobre 2013 avec la Caisse Nationale de Prévoyances Sociale (CNaPS).



**Le Directeur Général de la CNaPS (à g) et son homologue du BIANCO (à d) signant les documents de convention liant les deux entités dans la lutte contre la corruption.**

### **3.2.2.- Célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption**

Les six (6) Branches Territoriales du BIANCO ont célébré la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (JILCC) respectivement à Betioky, Toamasina, Ambositra, Ambilobe, Andranofasika et Ankazobe. La célébration nationale de cette Journée a été tenue à Toamasina le 09 Décembre 2013.

### **3.2.3.- Célébration des « journées des écoles 2013 » : 12 au 14 Février 2013**

Les manifestations culturelles et sportives tenues par les établissements scolaires dans toutes l'Île, pour la célébration des journées des écoles 2013, ont été saisies par les Branches Territoriales du BIANCO pour transmettre de nouveaux messages anti-corruption et consolider les acquis dans les milieux scolaires primaires et secondaires.

La participation des Branches Territoriales à cette célébration dans le cadre de l'accompagnement des Réseaux d'Intégrité et d'Honnêteté sur place dans la mise en œuvre de leurs activités spécifiques.

### **3.2.4.- Renforcement des capacités et des compétences du personnel**

Des séances de formation et de partage ont été assistées et/ou animées par les responsables opérationnels du BIANCO, dont les thèmes s'ensuivent :

- « Prise de vue et traitement des informations » par le journaliste Rufin RAKOTOMAHARO, le 09 août 2013 ;
- « Procédures pénales et techniques d'enquête des officiers de police judiciaire » organisées par la Gendarmerie Nationale, les 29 et 30 janvier 2013;
- « Lutte contre le blanchiment » animée par Monsieur le Conseiller Technique du Directeur de la Police Judiciaire, du 15 au 19 avril 2013, au Centre de Formation Continue d'Antanimora.

### **3.2.5.- Autres activités et évènements spécifiques**

Un atelier visant l'amélioration de la performance et la réactualisation des indicateurs du Volet Investigation a eu lieu du 05 au 07 juin 2013 à l'Hôtel Restaurant FARIHY – Ivato, Antananarivo. Les résolutions et les recommandations de cet atelier ont été considérées et insérées dans le Plan de Travail Annuel 2014 du BIANCO.

Pour assurer dans les bonnes conditions le retour de Madagascar à l'ordre constitutionnel après cinq années de crise politique, le BIANCO a formulé une proposition relative aux « Engagements des Candidats à la Présidentielle ». La présentation officielle des textes portant ces engagements et des modalités de leur matérialisation effective a été tenue au siège du Bureau Indépendant Anti – Corruption le 02 mai 2013. Près de la moitié des candidats retenus (16/33) pour se présenter au premier tour de l'élection, le 25 octobre 2013, a manifesté leur adhésion et a signé le document y afférent.



**Quelques candidats et hautes personnalités venus au siège du BIANCO pour manifester leur adhésion à la proposition relative aux «Engagements des Candidats à la Présidentielle »**

La Branche Territoriale d'Antananarivo a organisé une Journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) le 17 juillet 2013. La manifestation s'est déroulée au siège du BIANCO sis à la « Villa la PISCINE» à Ambohibao et a réuni les élèves membres des RHI des cinq (5) Lycées de la Commune Urbaine d'Antananarivo, notamment, Jules Ferry (lycée Faravohitra), Galliéni (lycée Andohalo), Rabearivelo, Ampefiloha et Nanisana. Les activités culturelles et sportives suivantes ont été initiées pour célébrer cette Journée : Matches de Basket et de Foot bal, concours de Kabary (Art oratoire malagasy) et de chorégraphie et de dessin. Des trophées pour les lauréats et des articles souvenir ont été distribués pour commémorer la célébration.



**Les jeunes ont véhiculé des messages anti-corruption tout au long du concours de chorégraphie lors de la journée de célébration au siège du BIANCO montrant ainsi leur détermination à lutter contre la corruption**

# 4

## REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN 2013

### 4.1.- VOLET EDUCATION

L'intensification de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) a été adoptée parmi les grandes orientations des efforts du Bureau Indépendant Anti – Corruption pour la période 2013 - 2015.

La synergie des activités d'Education et de Prévention de la SNLCC s'effectue automatiquement après la fusion des deux (2) Volets dans le décret n° 2008 – 176 du 15 Février 2008 portant réorganisation du Bureau Indépendant Anti – Corruption et par conséquent la mise en place de la Division Education-Prévention auprès de ses six (6) Branches Territoriales.

L'approche basée sur l'intervention par axe et par cible, notamment les enfants et adolescents, les jeunes et étudiants et enfin les adultes, a été mise en œuvre après la détermination des modalités pratiques y afférentes lors du regroupement des opérationnels du volet Education à Mahajanga au cours de l'atelier du 22 au 24 Mai 2014. La raison d'être de ce volet dans la lutte contre la corruption consiste à éduquer et mobiliser les cibles en vue de développer leur attitude intolérante à ce fléau. Les principaux résultats de l'année 2013 de ce volet sont présentés dans les paragraphes ci-après :

#### 4.1.1.- MOBILISATION DU GRAND PUBLIC A LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET A SOUTIENIR LE PROGRAMME NATIONAL

##### A .- Education, sensibilisation et/ou mobilisation du grand public

Pendant l'année 2013, les Branches Territoriales du BIANCO ont focalisé leurs efforts sur l'éducation, la sensibilisation et la mobilisation du grand public à travers les canaux médiatiques, en particulier, la production des spots et des émissions radiophoniques et télévisées, l'accompagnement des partenaires sur les événements ponctuels d'actualités (célébrations des journées de la femme, des écoles, ...) et les actions de proximité auprès des communautés de base, notamment les Fokontany et les Communes.

Dans le même ordre d'intervention, des expositions et diverses animations pour le grand public étaient organisées et tenues par les Branches Territoriales et/ou avec les partenaires techniques, entre autres, le « Sampan-draharaha Miady amin'ny Famotsiam-bola » (SAMIFIN) ou service des renseignements financiers, les Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) et les Tribunaux de Première Instance.

En somme, trente six mille quatre cent quatre vingt six (36.486) personnes ont été mobilisées pendant les trois cent dix neuf (319) séances effectuées dans toute l'Île au cours de l'année 2013. Quarante et une (41) interventions prenant la forme d'expositions, de conférences débat et/ou de presse, de carnivals ou d'autres formes d'animations ont touché au total onze mille deux cent trente un (11.231) participants.



**Conférence de presse sur les réalisations de la Branche Territoriale d'Antsiranana, tenue par les responsables du BIANCO à Antsiranana**

### **B.- Redynamisation des activités de lutte contre la corruption sur les axes routiers**

Les Branches Territoriales ont pu mobiliser les parties prenantes (usagers de la route, agents de circulation et de police de la route, responsables Etatiques, « auto-écoles », public et organisations de la société civile, compagnies d'assurances, ...) à mener des activités de redynamisation de la lutte contre la corruption sur les axes routiers. Ces activités consistent en :

- la tenue des séances de formation de proximité à la bonne pratique pour les agents de polices nationale et municipale et la gendarmerie nationale ;



**Séance de formation dispensée par le BIANCO au profit des éléments de la gendarmerie à Androy, dans l'extrême Sud de Madagascar.**

- la distribution des Compacts Disques (CD) contenant des chansons traitant la lutte contre la corruption à la façon traditionnelle malagasy « hiragasy » ;
- l'organisation de l'opération de « pâques sans accident » par la Branche territoriale de Fianarantsoa. Cette opération est précédée par l'installation de panneau de lutte contre la corruption aux points de contrôle sur les axes routiers puis accompagnée des séances de mobilisation des acteurs du secteur transport terrestre et des responsables des coopératives des transporteurs ;

- la mobilisation des agents de la police de la route d'Ambatolampy à la lutte contre la corruption en collaboration avec le Ministère chargé du Transport. La mobilisation des agents de police des autres régions a été réalisée avec les représentants des transporteurs, entre autres, à Sambava et à Antalaha.

Des supports imprimés, des supports électroniques, des panneaux, des spots et/ou des émissions audio-visuelles ont été conçus pour accompagner les activités en la matière.

### **C.- Partage, capitalisation et/ou médiatisation des réalisations et des acquis**

Le partage et la capitalisation des acquis entre les Branches territoriales et la médiatisation des résultats se font principalement sous forme d'échange d'expériences entre les Responsables Opérationnels, de production d'articles journalistiques et de diffusion des émissions audio-visuelles.

Au cours de l'année 2013, les expériences relatives à la mise en place et l'opérationnalité des Réseaux d'Honnêteté et d'intégrité, au lancement des activités pour la production d'articles des journaux muraux et à la conduite des séances de mobilisation du public à la lutte contre la corruption sont les domaines les plus partagés. Cette dernière a fait l'objet de confection d'un guide d'animation par la Branche Territoriale de Toamasina, et en particulier pour la projection du film de sensibilisation «Sedra».

### **D.- Célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption (JILCC)**

La célébration de la JILCC 2013 a été effectuée sous le thème : « Antoky ny fahombiazan'ny ady amin'ny kolikoly ny fahavononan'ny Mpitondra fanjakana sy ny olom-pirenena rehetra », littéralement « la volonté des responsables étatiques et de tous les citoyens : garant de la réussite de la lutte contre la corruption ».

La célébration s'étend sur plusieurs jours dans différentes localités. De nombreuses activités ont été menées pour marquer la JILCC-2013, entre autres, culte œcuménique, expositions avec des messages anti-corruption sur banderoles et affiches, radio crochet, manifestations sportive et culturelle, conférences débats et de presse, défilé et carnaval autour de la ville, cérémonie de signature du document portant manifeste d'intégrité, concours de photos, de poème et de « Kabary », diffusions des films de mobilisation à la LCC, célébrations officielles accompagnées de discours des personnalités présentes à la cérémonie, ... Ces activités sont renforcées par les messages formulés par le Directeur Général du BIANCO dans son intervention télévisée le jour du 09 Décembre 2013.



**Carnaval à Betioky, (dans la partie Sud de l'île) pour marquer la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption**

La célébration nationale de cette Journée a été tenue à Toamasina en la présence de plusieurs personnalités dont Monsieur le Directeur de Cabinet de la Primature, représentant Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement en voyage officiel à l'extérieur du pays, Messieurs le Secrétaire Général de la Région Atsinanana et le Directeur Général de la Commune Urbaine de Toamasina.



Les officiels, dont le Directeur de Cabinet de la Primature (1<sup>er</sup> plan avec lunettes), à l'entrée de la tribune officielle placée devant l'hôtel de ville de Toamasina

Comme à l'accoutumée, chaque Branche Territoriale a eu toutes les latitudes nécessaires pour déterminer les activités et organiser des festivités, dans la localité de son choix, pour célébrer la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption. Les manifestations y afférentes ont été tenues respectivement à Tsiroanomandidy, Ambositra, Betioky, Andranofasika et Ambilobe pour les Branches Territoriales d'Antananarivo, Fianarantsoa, Toliara, Mahajanga et Antsiranana.

#### **4.1.2.- ACTIVITES POUR LE RENFORCEMENT DES ATTITUDES INTOLERANTES A LA CORRUPTION**

Ces activités concernent principalement les personnes adultes en activité professionnelle et vulnérables à la pratique de corruption.

##### **A.- Mobilisation des agents des secteurs publics à la lutte contre la corruption et mise en place de structure pour la pérennisation des activités**

###### **i. Mobilisation des agents publics**

Le BIANCO a conçu un document portant engagements des candidats à la présidentielle pour :

- prôner l'Etat de droit et la culture de transparence et de redevabilité;
- respecter l'indépendance de la justice et le principe de la séparation des pouvoirs;
- renforcer l'initiative de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- être un modèle en matière d'intégrité et d'honnêteté dans l'exercice de son mandat ;
- promouvoir une politique favorisant la participation citoyenne ;

- lutter contre les monopoles et les atteintes à la libre concurrence dans le secteur public et le milieu des affaires.

Près de la moitié des candidats au premier tour à la présidentielle a adhéré à ces engagements (15 candidats sur les 33 retenus) et a signé le document y afférent.



Photo du document portant « engagements des candidats à la présidentielle »

Un pacte d'intégrité et d'honnêteté spécialement destiné aux fonctions électives, hauts fonctionnaires et commis de l'Etat a été élaboré en partenariat avec le Ministère des Relations avec les Institutions.

Les activités pour l'appropriation des Codes de Conduite ont été poursuivies auprès des forces de l'ordre (Armée, Gendarmerie Nationale et Police Nationale), des Administrations Judiciaire et Pénitentiaire et de l'Administration du Domaine et des Services Fonciers. Pour cette dernière, un guide a été élaboré à l'issue des expériences tirées sur les activités pilotes menées conjointement par la Branche Territoriale du BIANCO à Antananarivo avec la Direction Générale du Domaine et des Services Fonciers au cours de l'année 2012.

Des séances spéciales de mobilisation à la lutte contre la corruption ont été tenues par la Branche Territoriale de Fianarantsoa pour les membres des Commissions Electorales de la Région de la Haute Matsiatra, du District et de la Commune de Fianarantsoa.

Pendant l'année 2013, neuf mille six cent vingt deux (9.622) fonctionnaires ont été mobilisés à la lutte contre la corruption pendant les trois cent soixante deux (362) séances tenues pour les agents publics et cent quatre vingt neuf (189) destinées aux hauts responsables étatiques dans divers domaines et plusieurs localités. A l'issue de ces séances, l'adhésion de ces commis de l'Etat à la lutte contre la corruption a été matérialisée par la signature du document individuel de « manifeste d'Intégrité ».

## ii. Mobilisation des responsables locaux

La mobilisation des responsables locaux s'effectue durant les réunions mensuelles des Maires au niveau des Districts, des Chefs Fokontany et des Responsables d'Arrondissement.

Les Branches Territoriales du BIANCO ont poursuivi les activités relatives à la redynamisation de la Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption (PRLCC), même en l'absence du Conseil Régional en tant qu'Organe de délibération au niveau des Régions.

Cinq cent trente deux (532) responsables locaux ont été mobilisés à la lutte contre la corruption pendant les soixante onze (71) ateliers tenus par les Branches Territoriales du BIANCO en la matière au cours de l'année 2013.

### **iii. Mobilisation des futurs agents de l'Etat au processus de changement de comportement contre la corruption**

Les Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogiques (CRINFP), l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale (ESGN) à Moramanga, l'Ecole Nationale Supérieure de la Police (ENSP) à Ivato, l'Ecole Nationale des Inspecteurs et Agents de Police (ANIAP) à Antsirabe, l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP) à Antetozambato-Toamasina, l'Ecole d'Application des Sciences et Techniques Agricoles – Professionnelle (EASTA-PRO) à Ambanja et l'Institut de Formation Inter Régionale de Paramédicaux (IFIRP) font parti des cibles des Branches Territoriales en matière de mobilisation des futurs agents de l'Etat à la lutte contre la corruption.

En somme, mille sept cent cinquante (1.750) futurs agents de l'Etat ont reçu des formations et ont été mobilisés à la lutte contre la corruption pendant les quarante neuf (49) séances tenues par les Branches Territoriales du BIANCO au cours de l'année 2013.

## **B.- Mobilisation du secteur privé et des entités relais**

### **i.-Mobilisation du secteur privé (patronats et confédérations - travailleurs et organisations syndicales)**

Les Chambres de Commerce et des Industries figurent parmi les principales cibles des activités des Branches Territoriales programmées dans ce domaine. Les groupements d'entrepreneurs, les associations des travailleurs et les grandes entreprises publiques, à l'instar de la JIRAMA ont également bénéficié des séances de mobilisation.

Les personnes ayant participé à ces activités s'élèvent à mille sept cent soixante treize (1.773) pendant les cinquante cinq (55) séances réalisées par les Branches Territoriales pendant l'année 2013.

### **ii.- Mobilisation des entités relais pour l'éducation du public, la veille et l'interpellation**

Les entités relais actives et partenaires du BIANCO en matière d'éducation du public, de veille et d'interpellation sont principalement les confessions religieuses (église catholique romaine, église « apocalypse », église protestante, communauté musulmane, ...) et les Organisations de la Société Civile, entre autres, Justice et Paix, Jeunes Pairs Educateurs, KMF CNOE, YMCA –Toliara, ....

Les personnes ayant participé à ces activités s'élèvent à huit mille deux cent cinquante deux (8.252) pour cent six (106) séances tenues par les Branches Territoriales du BIANCO en 2013.

### **iii.- Accompagnement des entités du secteur privé et des projets de développement pour l'adoption de la culture de transparence et d'intégrité**

L'accompagnement des entités du secteur privé dans ce domaine se base essentiellement sur l'élaboration de documents de référence en matière d'adoption de la culture de transparence et d'intégrité, en particulier, le code de conduite du personnel et la déclaration des principes des affaires,

d'une part, et l'appui aux activités d'appropriation des valeurs contenues dans ces documents, d'autre part.

Les Branches Territoriales d'Antsiranana et de Toliara ont réalisées des activités en partenariat avec quelques projets de développement : le Projet Appui aux Initiatives des Jeunes de la Région Finistère de France, ONG SAGE, World Wildlife Fund, Madagascar National Parks, Alliance Voary Gasy et ONG Bel Avenir. Ces activités concernent principalement les projets touchant la santé publique et les projets de réinsertion des enfants travailleurs à la vie scolaire.

#### **4.1.3.- MOBILISATION DES JEUNES ET DES ETUDIANTS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET A LA PROMOTION DE LA CULTURE D'INTEGRITE ET D'HONNETETE**

Les jeunes et étudiants figurent dans la deuxième catégorie des efforts par axe et par cible décidée lors de l'atelier de regroupement des agents opérationnels en éducation tenu à Mahajanga du 22 au 24 Mai 2012. Ces personnes se trouvant au portail des activités professionnelles restent vulnérables à la pratique de la corruption une fois intégrées dans un environnement entaché de ce fléau. Face à cette menace, les préparations psychologique et technique de cette cible sont fondamentales pour qu'elles puissent apporter ses contributions dans la lutte contre la corruption.

##### **A.- Accompagnement des jeunes et des étudiants pour cerner les risques issus de la pratique de la corruption dans les environnements économique, social et du milieu d'affaires**

Au cours de l'année 2013, les principales réalisations dans ce domaine se résument par :

- ✓ La signature de la convention entre l'Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra (ISTA) et la Branche Territoriale de Fianarantsoa dont l'insertion d'un module se rapportant à la lutte contre la corruption dans le curricula de formation de ses étudiants figure parmi les activités convenues;
- ✓ L'élaboration d'un guide pour les formateurs et la conception d'articles éducatifs pour la formation des scouts, Tily et Mpanazava à Antananarivo ;
- ✓ L'établissement d'un syllabus de formation sur la Lutte Contre la Corruption pour l'Institut Halieutique et de Sciences Marines (IHSM) de Toliara;
- ✓ La tenue de séance d'imprégnation à la lutte contre la corruption aux jeunes du FJKM et aux étudiants en 3<sup>ème</sup> année d'Histoire à l'Université de Toliara ;
- ✓ La poursuite de l'édition des articles éducatifs dans les revues mensuels « Tanora Tia Fianarana » et « Sakaizan'ny Tanora » ;
- ✓ La conception d'un projet de guide pour les leaders chrétiens responsables de formation ;
- ✓ L'appui technique des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) pour la réalisation d'écritures journalistiques et de journal mural par la Branche Territoriale de Toamasina.

## B.- Promotion de la culture d'honnêteté et d'intégrité des jeunes et des étudiants

La promotion de la culture d'intégrité et d'honnêteté au niveau des jeunes et des étudiants s'effectue sur la base de développement des Réseaux. La mobilisation des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) répandus dans toute l'Île a été généralement effectuée lors des manifestations organisées pour la célébration des journées des écoles et des festivités de la fête de l'indépendance nationale. Diverses activités ont été réalisées pour marquer ces occasions, entre autres, des manifestations sportives et culturelles, des expositions et diverses animations. Les échanges entre les RHI ont été favorisés à travers les initiatives pour les faire connaître et les dynamiser davantage dans la mise en œuvre de leurs activités respectives.



**A Mahajanga, les membres des RHI sont opérationnels et se mobilisent entre eux pour lutter contre la corruption**

Les Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité opérationnels au cours de l'exercice 2013 regroupent principalement les lycéens et les étudiants universitaires, entre autres à Toamasina auprès du lycée Rabemananjara, des lycées privés Mahatombo et Brickaville, à l'Université de Barikadimy et auprès de l'École Supérieure Polytechnique de l'Université d'Antsiranana.

La Branche Territoriale d'Antananarivo a fixé la date de 17 Juillet pour être la Journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité. La première célébration de cette Journée a été tenue au siège du BIANCO sis à Ambohibao. Une exposition et une porte ouverte pour faire connaître le BIANCO et ses démembrements ainsi que des manifestations sportives et culturelles ont été organisées lors de cette Journée. Les membres des RHI des cinq (5) lycées publics de la place ont été les participants actifs à ces festivités, notamment les lycées Moderne d'Ampefiloha, Jules Ferry, Galliéni, Rabearivelo et Nanisana.

Un lien « face book » entre les membres de ces RHI sis à Antananarivo a été activé pour faciliter les échanges et les partages des expériences entre les Réseaux. Les utilisations de cet outil de communication sont modérées par un Responsable Opérationnel de la Division Education-Prévention de la Branche.

Trente neuf (39) Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité sont en place et opérationnels en 2013. Ces RHI regroupent mille huit cent huit (1.808) membres.

### C.- Renforcement des acquis des jeunes et étudiants à la lutte contre la Corruption

Des associations des jeunes ont bénéficié de l'accompagnement des responsables opérationnels des Branches Territoriales pour le renforcement de leurs acquis en matière de Lutte Contre la Corruption. Il s'agit du Mouvement International des Etudiants Catholiques (MIEC) des sections Ambatomaro - Ambolonkandrina - Ankatso – Toamasina, des jeunes chrétiens du synode régional Antananarivo sud de la FJKM, des Mpanazava de Toamasina, des chefs scouts Tily et Mpanazava des synodes régionaux d'Antananarivo ville et de ses environs et la Maison des Jeunes à Mahajanga.

En outre, des étudiants universitaires en phase de préparation de leur mémoire de fin d'études ont été encadrés par les Responsables du Siège.

Du côté des milieux universitaires privés, des étudiants des établissements suivants ont bénéficié des séances de sensibilisation en matière de lutte contre la corruption: Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra (ISTA), Engenering School for Tourism, Interpretariatship, Informatics and Management (ESTIIM) 67 ha, Ecole Supérieure Spécialisée du Vakinankaratra (EESVA) Antsirabe, Athénée Saint Joseph ( ASJA) Antsirabe, Institut de Formation Technologique (IFT) Antsirabe et Université Adventiste ZURCHER Antsirabe.

Pendant l'année 2013, les acquis en matière de lutte contre la corruption de deux mille cinq cent seize (2 516) jeunes et étudiants ont été renforcés pendant les trente deux (32) séances menées par les Branches Territoriales du BIANCO.

#### 4.1.4.- DEVELOPPEMENT DES ATTITUDES INTOLERANTES A LA PRATIQUE DE CORRUPTION AUPRES DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

Les enfants et les adolescents constituent la troisième catégorie des efforts par axe et par cible du Volet éducation. Les enfants en bas âge sont réceptifs en matière de bonnes conduites, d'honnêteté, d'intégrité et de changement de comportement. Les résultats des efforts fournis pour cette catégorie de personnes ont la forte chance d'être maintenus pour une longue période.



Les enfants, dès leur bas âge sont réceptifs en matière de bonnes conduites, d'honnêteté et d'intégrité. Ils sont fiers d'arborer ici les écriteaux de sensibilisation : « NON à la CORRUPTION » (C'était à Betioky dans le Sud de Madagascar)

## A.- Mobilisation des élèves au processus de changement de comportement contre la corruption

### i.- Confection et vulgarisation de supports d'éducation de masse

Des supports techniques d'éducation ont été confectionnés et vulgarisés pour soutenir les activités de mobilisation des enfants et des adolescents lors des expositions. Ils furent dénommés supports pour « expositions itinérantes » et ont été exposés dans plusieurs établissements scolaires de la circonscription de la Branche Territoriale d'Antananarivo du 18 au 25 Avril 2013, en collaboration avec les Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité opérationnels des Lycées de la place d'Antananarivo ville.



*Un des supports techniques d'éducation (sous forme de bande dessinée), présenté aux jeunes lors des « expositions itinérantes » tenues au lycée Jean Joseph Rabarivelo*

La Branche Territoriale de Toliara a confectionné trois (03) banderoles, un (1) panneau bâche et une (1) série de fanions destinés aux enfants et aux élèves.

Les supports confectionnés et vulgarisés sont au nombre de onze (11) pour toutes les Branches Territoriales du BIANCO.

### ii.- Mise en place et accompagnement des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité

Faisant suite aux efforts déployés depuis les années précédentes, cinquante neuf (59) Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHIs), provenant des établissements scolaires publics et privés, sont opérationnels dans toute l'île avec trois mille huit cent trente (3.830) élèves et enfants membres, à la fin de l'année 2013.

### iii.- Participation à des événements marquants

Les Branches Territoriales ont saisi les événements marquants, tels que la célébration des journées des écoles, les journées portes ouvertes organisées par les établissements scolaires et les festivités de fin d'année, pour véhiculer des messages anti-corruption, soit d'une manière directe, soit par le biais des RHIs. Un des événements marquants de l'année était le festival culturel ayant pour thème « L'Enfant et l'environnement » durant la célébration du mois de l'Enfant à l'Alliance Française de Nosybe. Deux cents (200) représentants des élèves et enseignants des écoles privées et publiques à Nosy-be y ont participé.

## 4.2.- VOLET PREVENTION

Suivant les dispositions de l'article 22 de la loi n°2004 – 030 du 09 septembre 2004 relative à la lutte contre la corruption, le BIANCO a, entre autres, pour mission de rechercher dans la législation, les règlements, les procédures et les pratiques administratives les facteurs de corruption afin de recommander des réformes visant à les éliminer ; de dispenser des conseils à toute personne ou organisme public ou privé et recommander des mesures, notamment d'ordre législatif et réglementaire, de prévention de la corruption.

Généralement pour l'année 2013, les activités du volet Prévention ont été focalisées principalement sur la réduction des risques de la pratique de corruption issus des dysfonctionnements des systèmes et des défaillances des procédures. Elles résident essentiellement dans l'amélioration de la satisfaction des usagers, la sécurisation des ressources naturelles et minières, le renforcement de la gouvernance des recettes et des dépenses publiques et l'analyse diagnostique des pratiques politiques à Madagascar

### 4.2.1.- Appui aux services cibles pour cerner les facteurs favorisant les pratiques de corruption, les défaillances et les dysfonctionnements des systèmes et procédures

Cinq (05) travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures ont été démarrés au cours de l'année 2013. La situation de réalisation de ces audits à fin 2013 est résumée dans le tableau qui suit :

**Tableau 1 : Situation des travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures**

Secteur	Activités	Réalisations
Education	Revue de systèmes et analyse des procédures de délivrance des diplômes de baccalauréat auprès de l'office du Baccalauréat à Antsiranana	Travaux réalisés à 80% : Rapport d'analyse en cours de validation.
	Revue de systèmes et analyse des procédures de délivrance des diplômes universitaires	Travaux réalisés à 80% : - Travaux effectués dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions annexé à la Convention de partenariat entre le BIANCO et l'Institut Supérieur de Technologie à Ambositra ; - Rapport d'analyse en cours de validation.
Foncier	Revue de système et analyse des procédures de mutation de terrain (Antsirabe, Ambatolampy et Antananarivo - Avarandrano)	Travaux réalisés à 30% : Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la Convention signée entre le BIANCO et la Direction Générale des Services Fonciers, le 18 janvier 2012 ; Collaboration avec l'Observatoire du Foncier (OF)

Secteur	Activités	Réalisations
Sécurité routière	Analyse diagnostic en vue de l'instauration d'un système de contrôle efficace en matière de circulation routière (RN6)	<p>Travaux réalisés à 80% :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séances de travail avec des responsables des secteurs concernés, des techniciens et des usagers (Policiers, Agents de la BPR Antsiranana, Visite Technique, transporteurs, voyageurs, présidents de coopératives de transports, ...)</li> <li>- Descentes au niveau des barrages de contrôle routier à Antanamitarina, Ambilobe et Ambanja</li> <li>- Ateliers de réflexion avec les associations de transporteurs (Ambanja et Ambilobe)</li> <li>- Rapport d'analyse en cours de validation</li> </ul>
Elevage	Analyse de système d'identification et contrôle des bovidés	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention signée le 07 mars 2012 avec le Ministère de l'élevage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation à mi-parcours ;</li> <li>- Descentes sur terrain à Ambatonapoaka, Tsiroanomandidy, Mahitsy et Ampanotokana pour mieux apprécier les réalités sur terrain ;</li> <li>- Etude des outils d'identification de bovidés (FIB,...), implication d'autres acteurs dans le système de contrôle et d'identification (Imprimerie nationale, Chef d'Arrondissement Administratif) ;</li> <li>- Appui à la conception d'acte de vente de bovidé, au niveau de la Commune d' Ampanotokana</li> <li>- Participation à l'atelier organisé par le Ministère de l'Elevage sur "l'Importance de l'Elevage dans l'Economie Rurale"</li> </ul>

#### 4.2.1.- Accompagnement des entités cibles à la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures

Afin de cerner les risques de corruption et de redresser les défaillances et les dysfonctionnements constatés à travers les systèmes et les procédures appliqués au niveau des services publics ciblés, neuf (09) secteurs ont bénéficié de l'appui du Bureau dans la mise en œuvre des recommandations. Les réalisations y afférentes, au cours de l'année 2013, sont présentées dans le tableau ci-après :

**Tableau 2 : Situation de mise en œuvre des recommandations sur les systèmes et procédures**

Secteur	Activités	Réalisations
Santé	Système et procédures de remboursement des frais médicaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conclusion d'une Convention de partenariat entre le Centre Hospitalier Universitaire de Toliara et la Branche Territoriale du BIANCO à Toliara pour l'accompagnement du CHU dans la mise en œuvre de son programme de lutte contre la corruption ;</li> <li>- Mise en place d'un comité de coaching des activités de lutte contre la corruption et réunion de planification des activités du Comité ;</li> <li>- Evaluation de l'efficacité des mesures de prévention entreprises.</li> </ul>
Foncier	Système et procédures de reconnaissance de terrains	Accompagnement des CIRDOMA et CIRTOPO de Mahajanga, Toliara, Ambovombe, Taolagnaro, Sambava et Antalaha dans la mise en œuvre des recommandations d'audit.
	Procédures appliquées au niveau du Guichet Unique des Domaines de Fianarantsoa	Production et diffusion de cinq (05) émissions sur les procédures foncières et sur la sensibilisation des usagers en matière de lutte contre la corruption dans le secteur foncier.
	Système et procédures d'octroi de certificat foncier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception d'un Guide sur les procédures auprès du Guichet Unique de l'Administration Foncière Fianarantsoa pour les Fokontany des Communes d'intervention du Projet Lamina (Diocèse de Fianarantsoa, Justice et Paix) : Commune Urbaine de Fianarantsoa et Communes Rurales d'Andrainjato Est, Andranovorivato, Isorana et Alakamisy Ambohimaha</li> </ul>
Justice – Trésor Public	Système et procédures de recouvrement des amendes prononcées par les Tribunaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echanges avec les Responsables du Tribunal de Premier Instance et du parquet de Fianarantsoa sur la mise à jour des données pour la réactualisation des recommandations et leur mise en œuvre</li> <li>- Echanges avec les Responsables de la Trésorerie Générale d'Amoron'i Mania pour les améliorations du projet de rapport d'analyse.</li> </ul>
Justice	Système et procédures d'octroi de liberté provisoire des détenues	Ateliers de lancement de la mise en œuvre des recommandations au niveau du système judiciaire à Ambanja (TPI, Maison de détention, Commissariat, Brigade de la GN, OSC, ...) et à Antalaha (TPI, Maison de détention)

Secteur	Activités	Réalizations
Sécurité routière	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instauration d'un système de contrôle efficace en matière de circulation routière</li> <li>- Système et procédures de délivrance de carte grise,</li> <li>- Système et procédures de visite technique de véhicule : en cours de réalisation</li> <li>- Système et procédures d'octroi de permis de conduire.</li> </ul>	<p><b>Fianarantsoa :</b></p> <p>Dans le cadre de l'instauration d'un système de contrôle efficace en matière de circulation routière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement du Comité Mixte chargé de la Sécurité Routière (CMSR) à Fianarantsoa dans la mise en œuvre des recommandations d'audit : appuis techniques dans l'organisation de l'opération « Paska ieren-doza 2013 », dispatch de 1.500 dépliant portant messages anti-corruption et évaluation de l'opération ;</li> <li>- Séances de mobilisation des unités chargées de la circulation routière et du CMSR à Fianarantsoa, Ihosy, Farafangana et Manakara ;</li> <li>- Réalisation de l'opération « sensibilisation et contrôle inopiné » du CMSR pendant un mois dans la ville de Fianarantsoa.</li> </ul> <p><b>Toliara :</b></p> <p>Accompagnement du centre de sécurité routière dans la mise en œuvre des recommandations d'audit et conception d'un guide de bonnes pratiques sur la sécurité routière à Toliara</p> <p><b>Antananarivo :</b></p> <p><b>Délivrance de permis de conduire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du rapport de revue du système et des procédures d'octroi de permis de conduire auprès des entités concernées ;</li> <li>- Atelier de restitution en public du rapport, le 08 novembre 2013 à Anosy ;</li> <li>- constitution d'un Comité Ad hoc interministériel chargé de la mise en œuvre des recommandations ;</li> </ul> <p><b>Visite technique de véhicule</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- confection et remise officielle des banderoles en bâches et des affiches sur les procédures pour quatre (4) unités.</li> </ul>
Douanes	Système et procédures de vente aux enchères auprès des Bureaux des Douanes	Accompagnement du Bureau des Douanes de Toamasina dans la mise en œuvre de la nouvelle procédure de vente aux enchères

Secteur	Activités	Réalisations
Environnement	Procédure d'attribution de parcelle (Fanalamanga)	- Communication des projets de recommandations à la Direction Générale de la société Fanalamanga pour validation du manuel des procédures relatif aux activités, à la gestion des forêts, au mode d'attribution de parcelle et au contrôle du respect des contrats d'exploitation.  - Accompagnement de la société Fanalamanga dans la mise en œuvre des recommandations d'audit.
Elevage	Système et procédures d'élevage et de commercialisation des bovidés	Appui à la conception d'acte de vente de bovidé au niveau de la Commune d'Ampanotokana et participation à l'atelier organisé par le Ministère de l'Elevage sur « l'Importance de l'Elevage dans l'Economie Rurale ».

#### 4.2.3.- Appui aux services cibles sur l'amélioration de l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des usagers des services publics

Pour améliorer l'accueil et l'orientation des usagers des services publics, le BIANCO avait programmé d'appuyer cent quarante (140) entités, soit soixante-dix (70) Collectivités Territoriales Décentralisées et soixante-dix (70) Services Techniques Déconcentrés.

Pour l'année 2013, les secteurs foncier, Collectivités Territoriales Décentralisées, Justice, Santé et Education et Sécurité routière ont été classés prioritaires.

##### - Secteur Foncier

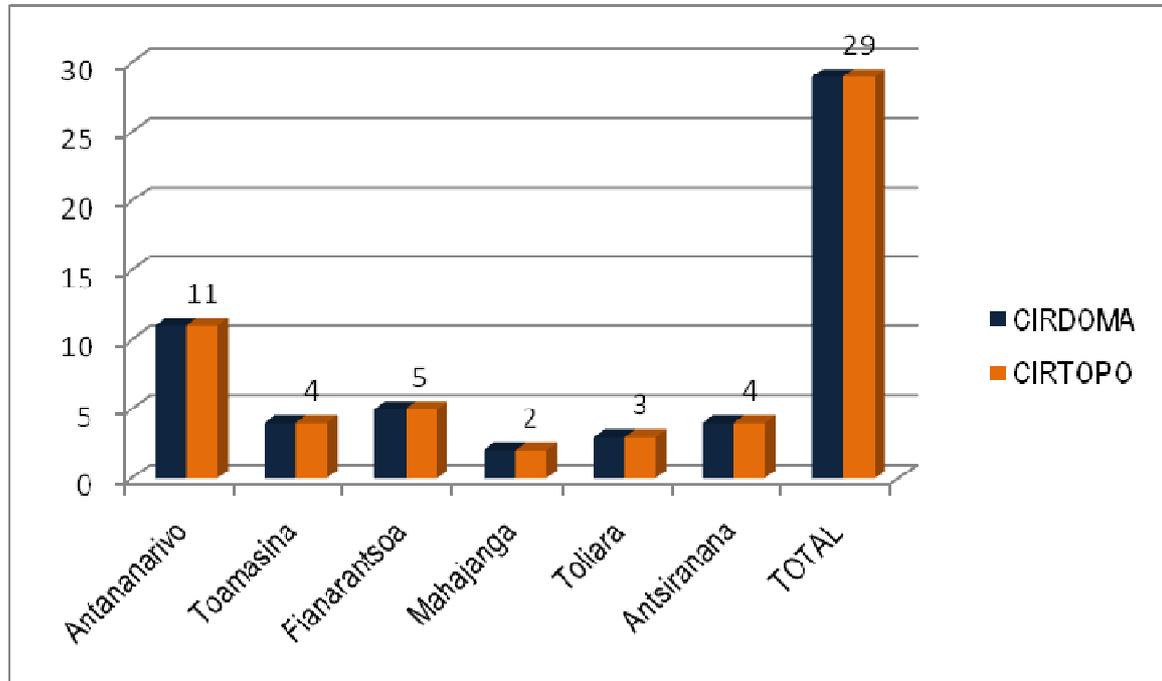
Au cours de l'année 2013, vingt neuf (29) sur les trente-huit (38) CIRDOMA et vingt neuf (29) sur les trente-huit (38) CIRTOPO ont bénéficié de l'appui du Bureau sur la mise en place des dispositifs anti-corruption, récapitulés dans le tableau suivant :

**Tableau 3 : Liste des CIRDOMA et CIRTOPO accompagnés par BIANCO en 2013**

Branche Territoriale	CIRDOMA	CIRTOPO
Antananarivo	Arivonimamo, Miarinarivo, Ankazobe, Manjakandriana, Tsiroanomandidy, Atsimondrano, Antsirabe, Avaradrano, Ambatolampy, Morondava, Ambohidratrimo,	Arivonimamo, Miarinarivo, Ankazobe, Manjakandriana, Tsiroanomandidy, Atsimondrano, Antsirabe, Avaradrano, Ambatolampy, Morondava, Ambohidratrimo
Toamasina	Ambatondrazaka, Moramanga, Maroantsetra, Toamasina	Ambatondrazaka, Moramanga, Maroantsetra, Toamasina
Mahajanga	Mahajanga, Maevatanana	Mahajanga, Maevatanana
Antsiranana	Ambanja, Nosy Be, Sambava, Antalaha	Ambanja, Nosy Be, Sambava, Antalaha
Fianarantsoa	05 chefs lieux de régions	05 chefs lieux de régions
Toliara	Toliara, Taolagnaro, Ambovombe	Toliara, Taolagnaro, Ambovombe

Le graphique ci-après représente la répartition des CIRDOMA et CIRTOPO ayant bénéficié l'appui du Bureau par Branche Territoriale :

**Graphique 1 : Répartition par Branche Territoriale des CIRDOMA et CIRTOPO appuyés par BIANCO**



#### - **Secteur Education**

Au niveau du secteur Education, les Circonscriptions scolaires et les Lycées sont les principales cibles pour la mise en place des dispositifs anti-corruption :

- ✓ Circonscriptions Scolaires (CISCO) à Sakaraha, Betroka, Ikalamavony et Toamasina I et II;
- ✓ Lycées d'enseignement général à Sakaraha et Tsiebo Calvin à Betroka et Lycée Technique Professionnel Betroka ;
- ✓ Office du Baccalauréat à Toamasina ;
- ✓ Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN ) de Toamasina ;
- ✓ Direction Régionale de la Formation Technique à Toamasina.

#### - **Secteur Santé**

Au cours l'année 2013, le Bureau a multiplié son appui auprès des services du secteur Santé présentés ci-après :

- ✓ Centres Hospitaliers Universitaire de Toliara et de Toamasina ;
- ✓ Centres Hospitaliers Régional de Référence d'Antsirabe, Taolagnaro, Toamasina, Maevatanana, Ambositra et Tsiroanomandidy ;
- ✓ « Hopitaly Manara-penitra » de Fianarantsoa, Toliara, Antsiranana et Toamasina ;
- ✓ Directions Régionales de la Santé Publique de Toliara, Taolagnaro et Toamasina ;
- ✓ Centres Hospitaliers de District de Miandrivazo, Brickaville, Anosibe An'Ala, Sakaraha, Betroka, Vatomandry et Manjakandriana;
- ✓ Services de Santé de District de Brickaville, Betroka et Maroantsetra ;
- ✓ Centre de Sante de Base Urbain d'Antsiranana ;

- ✓ Centres de Santé de Base de niveau II (CSB II) de Brickaville, Anosibe An'Ala, Sakaraha, Mahavatse, Tanambao, Sans fil et Belalanda ;
- ✓ Maternité de Befelatanana.

- **Collectivités Territoriales Décentralisées**

Pour renforcer la gouvernance au niveau des Communes, l'équipe du BIANCO a contribué à l'atelier relatif à l'élaboration de la méthodologie, du développement des outils et des modalités de supervision pour l'Opération Communale d'Appui Intégré (OCAI) à l'Espace Dera, le 10 et le 11 avril 2013. Le Fonds de Développement Local (FDL), le Programme National Foncier (PNF) et le Programme de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI) sont les principaux partenaires techniques pour la réalisation de ces activités d'opération intégrée. Une convention y afférente entre le PGDI, le FDL, le PNF et le BIANCO a été conclue le 30 avril 2013 à Anosizato Andrefana.



**Au 1<sup>er</sup> plan, le coordonateur général du PGDI (au milieu) avec le DG du FDL (1 à g) et celui du BIANCO lors de la convention de partenariat liant les parties prenantes, en matière de lutte contre la corruption**

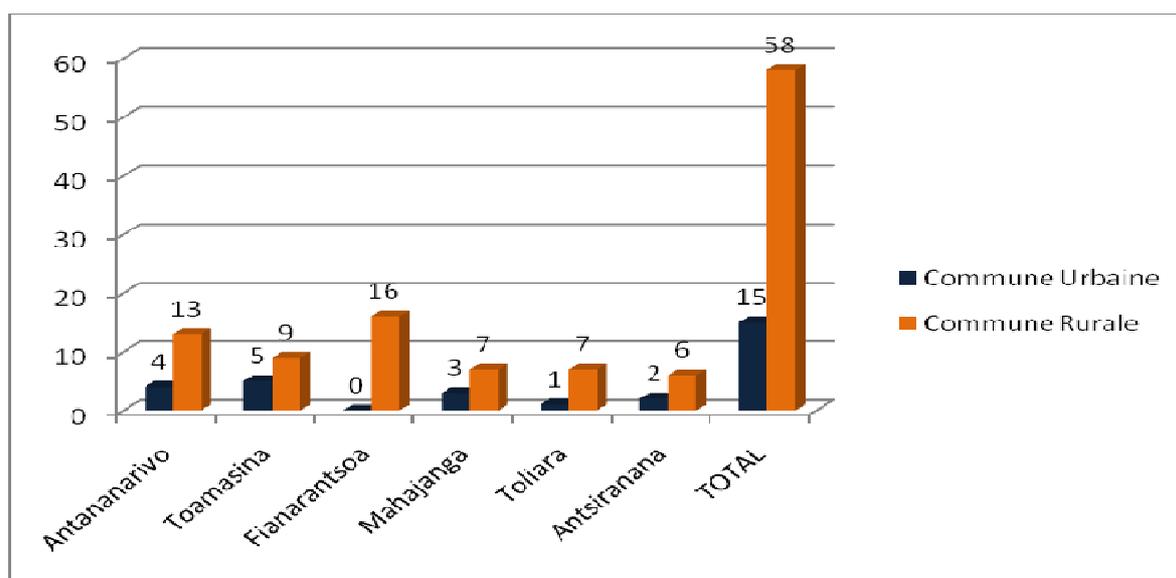
Par ailleurs, dans le cadre du projet «couloir des investisseurs», une convention tripartite a été établie entre le BIANCO, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et la Commune Urbaine d'Antananarivo, pour mettre en place et opérationnaliser un standard de service au niveau du Guichet Unique d'octroi de permis de construire. Une «Journée d'échange des professionnels de l'urbanisme et de l'habitat » a été organisée pour sensibiliser les cibles concernées à ce projet.

Durant l'année 2013, quinze (15) Communes Urbaines et cinquante huit (58) Communes Rurales ont bénéficié de l'appui du BIANCO sur cette activité. Le tableau suivant récapitule les communes touchées par cette activité :

**Tableau 4 : Liste des communes accompagnées par BIANCO en 2013**

	Communes Urbaines	Communes Rurales
Antananarivo	Antananarivo, Antsirabe, Tsiroanomandidy, Betafo	Sabotsy Namehana, Alasora, Ampitatafika, Andranonahoatra, Tanjombato, Ambohidrapeto, Miandrivazo, Ankadikely Ifafy, Andoharanofotsy, Ivato Aéroport, Ambohibao Antehiroka, Ambano, Ibity
Mahajanga	Mahajanga, Maevatanana I, Antsohihy	Belobaka, Andranofasika, Tsaramandroso, Ambondromamy, Maevatanana II, Andranomamy, Antanimbary
Toamasina	Toamasina, Amparafaravola, Suburbaine Toamasina, Vavatenina, Moramanga	Manompana, Antanambe, Imorona, Manambolosy, Antetezambaro, Rantabe, Brieville, Ranomafana, Ambohibary
Toliara	Betroka,	Mitsinjo Betanimena, Sakaraha, Andranohinaly, Betsiky, Manombo, Ankilimaniliky, Belalanda
Antsiranana	Ambilobe, Andapa	Sakaramy, Joffre Ville, Antsakoamanondro, Farahalana, Antsirabe Nord, Ampanefena
Fianarantsoa		Ambotaka, Nihaonana, Vohimanitra, Vohilava, Mitanty, Sakoana, Sorombo, Anteza, Mahamaibe, Ambohimasina Nord, Ambohitsara, Ambahive, Ampasimanjeva, Vohimasina Sud, Amboronondra, Analavory

**Graphique 2 : Répartition par Branche Territoriale des communes accompagnées par BIANCO**



## La Commune Rurale d'Anosizato Ouest

La Commune Rurale d'Anosizato Ouest a collaboré avec le BIANCO sur plusieurs volets pour le renforcement de la bonne gouvernance et l'opérationnalité des dispositifs anti-corruption auprès de cette entité. Les principales activités énoncées ci-dessous ont été réalisées en 2013 :

### La mise en place du standard de service

- Elle se traduit par diverses réalisations majeures : La facilitation de l'accès du public aux services de la Commune (plan de masse et indications diverses) ;
- L'amélioration de la qualité des services offerts à partir des différents critères, entre autres, le délai de traitement des dossiers, la qualité des services rendus et des informations aux usagers, ... ;
- L'opérationnalité des dispositifs anti-corruption et l'élimination des risques afférents aux interventions des intermédiaires et des rabatteurs auprès du personnel et dans les locaux de la commune.

### La méthode du budget participatif

Cette méthode consiste essentiellement à faire participer la population à choisir les projets à réaliser dans sa localité lors d'une assemblée générale et de promouvoir à l'endroit des responsables de la commune les cultures de transparence et de redevabilité dans la réalisation des projets. Ces projets concernent, entre autres, le lancement des appels d'offre, l'adjudication des marchés et les comptes rendus périodiques de la situation d'avancement des travaux et de mise en œuvre des Projets.

Le concept du budget participatif était recommandé en vue de déterminer les projets répondant aux besoins de la population locale et adaptés au contexte, d'une part, et d'améliorer la gouvernance et les recettes fiscales de la Commune, d'autre part.

Le respect des principes de bonnes gouvernances ne se limite pas au niveau de la Commune. Il s'étend même à la base, au niveau des « Fokontany ». Ces derniers disposent des budgets approuvés par les Comités des Sages, les leaders des quartiers et les Comité de Développement Communal (CDC).

Le financement de la composante 2 du PGDI 2 est destiné principalement pour le renforcement de la gouvernance locale et l'amélioration des recettes fiscales de cent vingt quatre (124) communes regroupées dans le collectif « OCAI ». Le FDL, le PNF et le BIANCO sont les partenaires de mise en œuvre opérationnels de ce programme appuyé techniquement et financièrement par la Banque Mondiale.

### - **Secteur Justice :**

Concernant le secteur Justice, des appuis sont apportés au niveau des entités suivantes :

- ✓ Tribunal de Première Instance d' Antsiranana, Toliara, Betroka, Ambovombe, Mahajanga, Maevatanana, Ambatolampy, Antsirabe, Miandrivazo, Maroantsetra et Tsiroanomandidy ;
- ✓ Chambre Administrative et Cour d'Appel de Mahajanga ;
- ✓ Parquet à Maroantsetra;
- ✓ Administration Pénitentiaire de Manakara, Toliara, Maevatanana, et Toamasina ;
- ✓ Maison d'arrêt de Sambava.

- **Sécurité routière**

Pour renforcer les mesures de prévention pour la sécurité routière, les entités suivantes ont collaboré avec le BIANCO :

**Tableau 5: Entités concernées par les activités de prévention relatives à la sécurité routière**

Gendarmerie Nationale	Police Nationale	Autres
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale de Toliara,</li> <li>- Compagnies de la Gendarmerie Nationale à Vatomandry, Toliara et Betroka,</li> <li>- Brigades ou Postes avancés à Tsianaloky, Ambondromamy, Antanimbary, Andranofasika, Andranomamy et Maevatanana,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commissariat Central de la Police Nationale à Toliara et Commissariats de Police à Betania et Betroka,</li> <li>- Commissariat de Police à Nosy Be,</li> <li>- Bureau Régional de la Police Nationale à Ihosy,</li> <li>- Police Nationale à Maevatanana et, DIRAT de Mahajanga</li> <li>- Forces d'Intervention de la Police de Toamasina,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de Visite Technique de Fianarantsoa,</li> <li>- Centres d'Immatriculation de Fianarantsoa, Antananarivo et Toamasina</li> <li>- Centre de Sécurité Routière de Toliara,</li> <li>- ATT Antananarivo, Fianarantsoa et Toamasina</li> <li>- Direction Interrégionale du Transport à Toamasina</li> </ul>

- **Autres réalisations**

Outre ces secteurs jugés prioritaires, le Bureau a apporté son appui aux quatre vingt quinze (95) services ayant sollicité une collaboration pour la mise en place de dispositifs anti-corruption, dont la répartition géographique est résumée dans le tableau qui suit :

**Tableau 6 : Répartition géographique des services touchés par la mise en place de dispositifs anti-corruption**

	Antananarivo	Toamasina	Fianarantsoa	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	TOTAL
<b>Nombre de services Appuyés</b>	7	20	4	32	24	8	95

**4.2.4.- Appui dans la réalisation des concours administratifs**

Afin de pérenniser l'appui à l'Administration dans l'organisation des concours administratifs, des séances de vulgarisation du guide y afférent ont été tenues auprès de différentes entités, à l'instar de la Compagnie de la Gendarmerie à Vohémar.

Au cours de l'année 2013, le Bureau a apporté son appui pour cerner les risques de corruption dans la réalisation des concours administratifs ci-après :

- ✓ Concours pour le recrutement de cinquante (50) élèves magistrats pour la promotion 2011 et 2012 (10 Financiers, 10 Administratifs et 30 Judiciaires) ;

- ✓ Concours pour le recrutement de cent (100) élèves greffiers pour la promotion 2012 ;
- ✓ Concours pour le recrutement de six cents (600) élèves gendarmes de la 70<sup>ème</sup> promotion au titre de l'année 2013 ;
- ✓ Concours pour le recrutement de trente (30) élèves vérificateurs techniques automobiles au titre de l'année 2013 auprès de la Direction Générale de la Sécurité Routière ;
- ✓ Concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) pour le recrutement de deux cent trente six (236) élèves répartis dans dix (10) sections au titre de l'année 2013 (10 élèves inspecteurs de travail et des lois sociales, 40 élèves inspecteurs des impôts, 15 agents diplomatiques et consulaires, 15 élèves administrateurs des services financiers, 50 élèves administrateurs civils, 20 élèves inspecteurs des domaines et de la propriété foncière, 20 élèves inspecteurs d'administration pénitentiaire, 20 élèves commissaires de commerce et de la concurrence et 46 élèves ingénieurs des services topographiques);
- ✓ Concours d'entrée à l'Académie Militaire pour le recrutement de soixante (60) élèves officiers actifs au titre de la 37<sup>ème</sup> promotion de l'année 2013 ;
- ✓ Concours pour le recrutement de trente (30) élèves officiers et vingt (20) élèves commissaires de police au titre de l'année 2013 ;
- ✓ Concours d'entrée aux EASTA pour le recrutement de cent cinquante huit (158) techniciens agricoles ;
- ✓ Recrutement de quinze (15) inspecteurs, quinze (15) coordonnateurs et quinze (15) coordonnateurs adjoint de la jeunesse à l'Institut National de la Jeunesse (INJ) ;
- ✓ Contribution à la révision des textes régissant les concours administratifs avec le Ministère chargé de la Fonction Publique (MINFOP) ;
- ✓ Assistance dans la réalisation de l'examen professionnel d'intégration et de reclassement du personnel de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNaPS) ;
- ✓ Examen officiel de l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime à Mahajanga.

#### **4.2.5.- Analyse de système et des procédures de recouvrement des recettes publiques**

Afin de cerner les risques de corruption sur les procédés de collecte des recettes publiques, le Bureau a procédé à la revue de système et l'analyse des procédures de recouvrement des recettes auprès des laboratoires d'analyse de divers centres hospitaliers. Ainsi, des descentes sur terrain ont été effectuées auprès des Centres Hospitaliers des Districts d'Ambilobe, Ambanja, Nosy Be et Sambava. Pour plus d'information, des entretiens ont été réalisés avec les médecins inspecteurs des services visités. Le rapport y afférent est en cours de formalisation.

#### 4.2.6.- Accompagnement des entités dans la mise en œuvre des recommandations relatives au recouvrement des recettes publiques et à l'exploitation des ressources naturelles

Le BIANCO a concentré ses efforts sur le renforcement des dispositifs anti-corruption dans ce domaine. Les réalisations du Bureau en 2013 sont résumées dans le tableau ci-après :

**Tableau 7 : Accompagnement pour la mise en œuvre des recommandations sur le recouvrement des recettes publiques et l'exploitation des ressources naturelles**

Secteur	Activités	Réalisations
Communes	Accompagnement des Communes dans l'application d'un système de recouvrement de recettes sécurisé et transparent	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration de document de synthèse et de suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audit sur les recouvrements des recettes des communes d'Analavory et de Tsiroanomandidy ;</li> <li>✓ Revue de l'état d'avancement des activités relatives à l'amélioration de la gestion des fonds de la commune rurale d'Analavory.</li> <li>✓ Accompagnement de la Commune Urbaine de Manakara dans l'application des recommandations d'audit ;</li> <li>✓ Suivi et accompagnement dans la mise en œuvre des recommandations sur la distribution des tickets de marché auprès des communes rurales de Brieville, Mahajanga, Brickaville, Antanambe et Belobaka et de la Commune Urbaine d'Amparafaravola ;</li> <li>✓ Elaboration des manuels et guides de bonnes pratiques sur le système de perception des recettes fiscales de la Commune Rurale Antanamitarana et élaboration du rapport d'évaluation de l'efficacité des mesures prises.</li> </ul>
CTD, Mines, Environnement et Forêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recouvrement des ristournes et redevances minières,</li> <li>- Exportation des produits miniers.</li> </ul>	<p><b>Taolagnaro :</b></p> <p>Accompagnement de la Région Anosy, des Communes Rurales Mandromondromotra et Ampasy Nampohana, de la Direction des Mines, de la Direction de l'Environnement, du Service des Douanes et de la Trésorerie Générale dans la mise en œuvre des recommandations sur le recouvrement des ristournes et redevances minières et suivi de la situation de réalisation du plan de mise en œuvre des recommandations.</p> <p><b>Antananarivo :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation des recommandations relatives à l'étude sur l'exportation des produits miniers par le Ministère des Mines;</li> <li>- Participation à l'atelier sur « le développement minier à Madagascar ».</li> </ul>

#### 4.2.7.- Revue de système et analyse des procédures de dépenses publiques

Le renforcement du système de recouvrement des recettes publiques est accompagné par la sécurisation des dépenses. Cinq (5) activités ont été programmées dans ce domaine pour l'année 2013.

**Tableau 8 : Récapitulation des travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures**

Activités	Réalisations
Système et procédures de réception des services faits (travaux et fournitures) dans la passation des marchés publics au niveau des communes rurales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration avec le représentant de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics de la région DIANA</li> <li>- Revue de l'existant sur le terrain à Joffre ville</li> </ul>
Revue de système et analyse des procédures d'élaboration du budget, et paiement de chèques carburants et lubrifiants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collecte des données et examen des procédures auprès de la Direction de la Comptabilité Publique (DCP) et de la Recette Générale d' Antananarivo (RGA) ;</li> <li>- Revue de l'existant au niveau du Ministère des Finances et du Budget et celui de l'Education Nationale ;</li> <li>- Réunion avec l'équipe chargée de l'étude du projet sur le lancement du système de paiement électronique de carburant et lubrifiant (SPECL) au niveau de la Direction Générale du Trésor.</li> </ul>
Revue de système et analyse des procédures de dépenses de l'Université : Passation de marchés publics et mode de calcul des heures supplémentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux d'analyse réalisés auprès de l'IST Ambositra pour cerner les risques de corruption dans ses systèmes et procédures administratives et financières en place ;</li> <li>- Rapport d'études en cours de validation, à la fin de l'année 2013.</li> </ul>
Revue de système et analyse des procédures de remboursement de TVA	Travaux sur terrain en cours de réalisation : revue de l'existant au sein de la DGE et la DGI.
Système de dépenses auprès des communes minières à Taolagnaro	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de revue du système et d'analyse des procédures de dépenses auprès des communes Ampasy Nampohana et Mandromondromotra, en cours de réalisation ;</li> <li>- Projet de rapport technique formalisé et en attente de validation</li> </ul>

#### 4.2.8.- Assainissement des pratiques politiques

Afin d'apporter une contribution à l'assainissement des pratiques politiques à Madagascar, une sollicitation du Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy (FFM) a été réalisée sur une éventuelle collaboration : réflexion sur l'action à entreprendre au niveau du processus électoral, revue de l'existant en matière de pratique électorale, études des dispositifs juridiques existants, commentaires sur les pratiques actuelles (phase pré- électorale). Une lettre sur le plafonnement de fonds de propagande a été envoyée à la Primature.

## 4.3.- VOLET APPLICATION DE LA LOI

### 4.3.1.- Réception et conservation des déclarations de patrimoine

L'Obligation de déclaration de patrimoine a été instituée par le Décret N° 2004-983 du 12 Octobre 2004 afin de promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, garantir l'intégrité des serviteurs de l'Etat et affermir la confiance du public envers les institutions.

Elle s'applique à [certaines catégories de hautes personnalités et à certains hauts fonctionnaires de l'Etat](#) qui doivent faire parvenir annuellement leur déclaration au BIANCO.

Ainsi, depuis sa mise en place, le Bureau a collecté et archivé vingt sept mille deux cent vingt quatre (27.224) déclarations de patrimoine dont cinq mille deux cent soixante douze (5 272) ont été comptabilisées pour l'année 2013. L'évolution des déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO depuis sa création est récapitulée dans le tableau ci-après :

**Tableau 9 : Récapitulation des déclarations de patrimoine reçues par Branche Territoriale**

Branche Territoriale	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	TOTAL
FIANARANTSOA	911	143	186	128	60	308	82			<b>1 818</b>
TOAMASINA	522	181	342	236	395	287	200			<b>2 163</b>
MAHAJANGA	524	146	226	107	151	318	98			<b>1 570</b>
TOLIARY	451	173	139	68	61	12				<b>904</b>
ANTSIRANANA	450	37	43	36	66					<b>632</b>
ANTANANARIVO	2 414	439	1 081	812	1 139	2 347	3 300	1 779	6 826	<b>20 137</b>
<b>TOTAL NATIONAL</b>	<b>5 272</b>	<b>1 119</b>	<b>2 017</b>	<b>1 387</b>	<b>1 872</b>	<b>3 272</b>	<b>3 680</b>	<b>1 779</b>	<b>6 826</b>	<b>27 224</b>

Le nombre de déclarations de patrimoines collectées et archivées par le BIANCO en 2013 a connu une hausse conséquente, voire, presque cinq fois plus, par rapport à celui de l'exercice précédent (1 119 déclarations de patrimoines collectées et archivées en 2012, contre 5 272 en 2013).

La performance de l'année 2013 a également doublé par rapport à l'objectif que l'on s'est fixé dans le Plan de Travail Annuel, qui est de l'ordre de 2700 déclarations de patrimoines. La ventilation par année et par catégorie de personnalités assujetties à l'obligation de déclaration de patrimoine est récapitulée dans le tableau qui suit :

**Tableau 10 : Etat récapitulatif des déclarations de patrimoine reçues par catégorie de personnes assujetties**

Catégorie de personnes assujetties	Cumul 2013	Cumul 2012	Cumul 2011	Cumul 2010	Cumul 2009	Cumul 2008	Cumul 2007	Cumul 2006	Cumul 2005	TOTAL cumulé
<b>Catégorie I:</b>										
▪ Premier Ministre	0	1	1	0	0	1	1	1	1	6
▪ Membres du Gouvernement	7	8	31	9	5	10	17	2	21	110
<b>Catégorie II:</b>										
▪ Sénateurs	1	0	5	2	6	28	19	4	68	133
▪ Députés	0	0	0		4	34	64	3	87	192
<b>Catégorie III:</b> Membres de la Haute Cour Constitutionnelle	20	0	11	0	0	13	12	1	9	66
<b>Catégorie IV:</b>										
▪ Chefs de Régions	3	1	4	3	4	7	10	1	21	54
▪ Maires	152	120	299	173	340	345	440	224	629	2 722
<b>Catégorie V:</b> Magistrats de l'ordre judiciaire, administratif et financier	192	97	208	183	281	483	495	81	510	2 530
<b>Catégorie VI :</b> Fonctionnaires occupant des postes de niveau égal ou supérieur à celui de directeur de ministère	170	106	249	223	239	360	532	245	950	3 074
<b>Catégorie VII :</b> Inspecteurs des domaines, du trésor, des douanes, des impôts et des finances	174	156	177	180	132	346	312	320	508	2 305
<b>Catégorie VIII :</b> Chefs de Formation Militaire	106	16	37	14	49	133	98	17	363	833
<b>Catégorie IX :</b> Inspecteurs de l'Inspection Générale de l'Etat, Inspection Générale de l'Armée, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale	18	21	20	20	18	65	56	42	82	342
<b>Catégorie X :</b> Toute personne exerçant les fonctions d'officier de police économique ou judiciaire	4 215	390	735	272	538	1 233	1 294	176	2 564	11 417
<b>Total</b>	<b>5 058</b>	<b>916</b>	<b>1 777</b>	<b>1 079</b>	<b>1 616</b>	<b>3 058</b>	<b>3 350</b>	<b>1 117</b>	<b>5 813</b>	<b>23 784</b>
<b>Autres (*)</b>	214	203	240	308	256	214	330	662	1 013	3 440
<b>TOTAL</b>	<b>5 272</b>	<b>1 119</b>	<b>2 017</b>	<b>1 387</b>	<b>1 872</b>	<b>3 272</b>	<b>3 680</b>	<b>1 779</b>	<b>6 826</b>	<b>27 224</b>

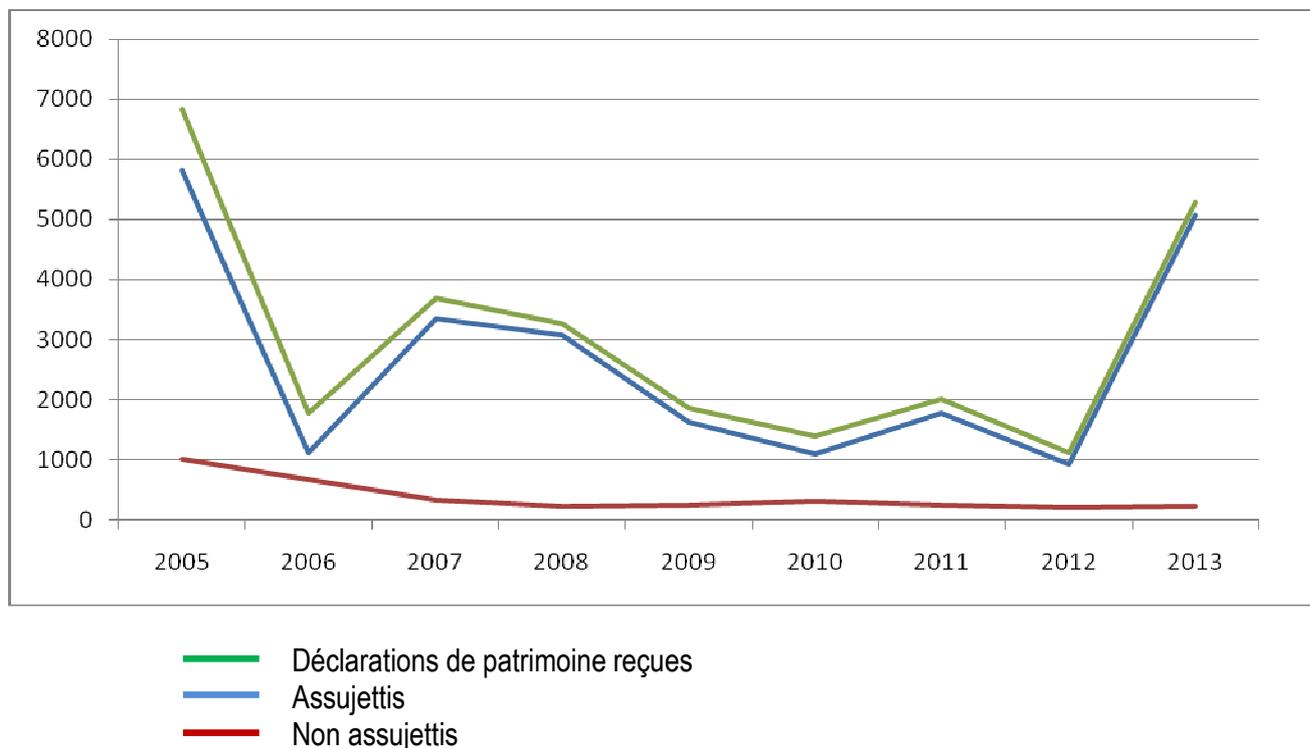
(\*) Personnes non assujetties à la déclaration de patrimoine

Les responsables politiques figurent parmi les personnalités assujetties les plus récalcitrantes depuis l'avènement de la crise politique de 2009 à Madagascar.

Tout le personnel du BIANCO est soumis à l'obligation annuelle de déclaration de patrimoine. Cette mesure exceptionnelle a été prise par la Direction Générale en respect des principes généraux du Bureau et des valeurs fondamentales en matière d'intégrité, d'honnêteté et de bonnes conduites de ses agents.

La tendance de la situation par année des déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO peut s'apprécier à travers le graphe suivant :

**Graph 3 : Evolution des déclarations de patrimoines reçues de 2005 à fin 2013**



La chute des nombres de déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO depuis sa création jusqu'en 2012 s'expliquent principalement par :

- la négligence, par certaines personnalités assujetties, de certaine disposition du texte réglementant la déclaration de patrimoines, portant notamment sur la fréquence de la déclaration. L'article en question prête confusion chez les intéressés qui estiment que la déclaration ne doit se faire qu'une seule fois, et ce, après la nomination ou la prise de fonction à un poste donné. Or, le texte prescrit en effet, que la déclaration de patrimoine doit être renouvelée chaque année, jusqu'à deux ans après la cessation de fonction de l'intéressé ;
- les impacts socioculturels de la crise politique à Madagascar qui perdure depuis 2009.

La forte augmentation du nombre des déclarations de patrimoine enregistré en 2013 par le BIANCO est obtenue grâce à la mobilisation menée à l'endroit des responsables exerçant les fonctions d'Officier de Police Judiciaire et Economique. Le nombre de déclarations reçues de cette catégorie de personnes assujetties s'élève à quatre mille deux cent quinze (4.215) en 2103 contre trois cent quatre vingt dix (390) en 2012.

#### **4.3.2.- Réception et traitement des doléances et résultats des investigations**

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013, le BIANCO a reçu quatre mille six (4.006) doléances, soit une diminution de l'ordre de 2% par rapport à celles de l'année 2012 qui étaient de quatre mille cent huit (4108) doléances. Les doléances sur les infractions de corruption ne représentent que 27% du total, soit mille quatre vingt neuf (1 089) doléances. 81% de ces doléances sont investigables, soit huit cent quatre vingt six (886) doléances.

Le tableau suivant récapitule les activités d'investigation et la performance par Branche Territoriale pour le traitement des doléances reçues au cours de l'année 2013 :

**Tableau 11: Etat des doléances et des résultats de traitement des dossiers de corruption**

INDICATEURS	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	TOLIARA	ANTSIRANANA	TOTAL
1- Nombre de doléances reçues	<b>1 264</b>	<b>563</b>	<b>545</b>	<b>604</b>	<b>379</b>	<b>651</b>	<b>4 006</b>
2- Proportion des doléances reçues par branche territoriale	31,55%	14,05%	13,60%	15,08%	9,47%	16,25%	100,00%
3- Nombre de doléances anonymes	<b>235</b>	<b>205</b>	<b>105</b>	<b>97</b>	<b>128</b>	<b>82</b>	<b>852</b>
4- Nombre de doléances individualisées	<b>1 029</b>	<b>358</b>	<b>440</b>	<b>507</b>	<b>251</b>	<b>569</b>	<b>3 154</b>
5- Nombre de doléances de corruption	<b>326</b>	<b>155</b>	<b>100</b>	<b>185</b>	<b>175</b>	<b>148</b>	<b>1 089</b>
6- Nombre de doléances "non corruption"	<b>938</b>	<b>408</b>	<b>445</b>	<b>419</b>	<b>204</b>	<b>506</b>	<b>2 920</b>
7- Nombre de doléances de corruption investigables reçus	<b>235</b>	<b>155</b>	<b>58</b>	<b>185</b>	<b>105</b>	<b>148</b>	<b>886</b>
8- Nombre de dossiers d'investigation traités	<b>195</b>	<b>135</b>	<b>124</b>	<b>131</b>	<b>115</b>	<b>254</b>	<b>954</b>
10- Nombre de dossiers en cours	181	35	65	12	53	13	359
11- Nombre de dossiers en instance	0	101	0	118	91	40	350
12- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	<b>76</b>	<b>61</b>	<b>30</b>	<b>61</b>	<b>32</b>	<b>51</b>	<b>311</b>
13- Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions	38,97%	45,18%	24,19%	46,56%	27,82%	20,07%	32,59%

Il convient de préciser que, les neuf cent cinquante quatre (954) dossiers d'investigation traités en 2013 prennent en compte les dossiers en instance, à la fin de l'exercice 2012 et que, les huit cent quatre vingt six (886) doléances de corruption investigables reçues, concernent uniquement l'exercice 2013.

Les taux de réalisation par rapport aux principaux indicateurs se résument comme suit :

- 70 % du nombre de doléances attendues pour l'année 2013 ont été reçues au cours de l'exercice, soit quatre mille six (4 006) doléances sur les cinq mille sept cent (5 700) escomptées ;
- 79 % des objectifs de traitement de dossiers investigables ont été atteints en 2013, soit neuf cent cinquante quatre (954) dossiers sur les mille deux cents (1 200) estimés ;
- 61% des dossiers traités sont transmis aux juridictions durant l'année 2013, soit trois cent onze (311) dossiers sur cinq cent dix (510) envisagés.

Le Pourcentage de dossiers transmis aux juridictions par rapport aux dossiers traités en 2013 est de 34% sur un taux normatif de 43%.

## A.- Réception des doléances

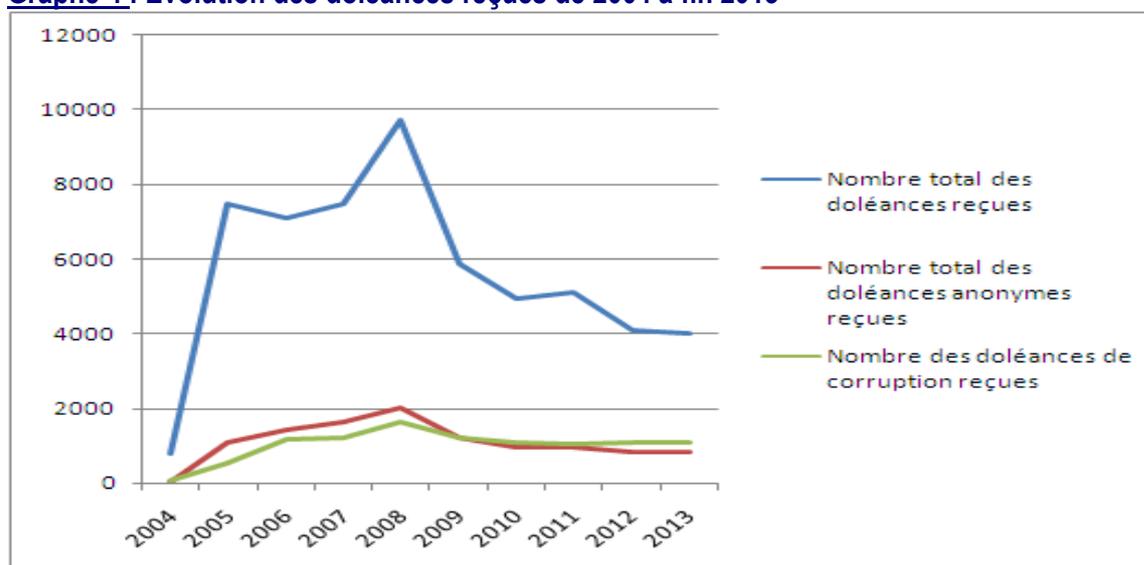
Le nombre de doléances reçues au cours de ces deux dernières années s'est stabilisé, soit environ 4000 doléances. , Depuis 2008, le nombre total de doléances reçues par le BIANCO a connu une baisse significative. Le tableau ci-après résume la situation des doléances reçues par le BIANCO depuis sa création :

**Tableau 12 : Situation des doléances reçues de septembre 2004 à fin décembre 2013**

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre total des doléances reçues	4 006	4 108	5 126	4 945	5 858	9 718	7 480	7 114	7 492	813	56 660
Nombre total des doléances anonymes reçues	852	840	985	978	1 209	2 010	1 633	1 430	1 086	44	11 067
Nombre total des doléances individualisées reçues	3 154	3 268	4 143	3 967	4 649	7 708	5 847	5 684	6 406	769	45 595
Nombre des doléances de corruption reçues	1 089	1 064	1 046	1 089	1 225	1 627	1 213	1 161	511	66	10 091
Nombre des doléances de corruption anonymes reçues	334	308	284	336	368	600					
Nombre des doléances de corruption individualisées reçues	755	756	761	753	857	1 027					
Nombre des doléances non corruption reçues	2 920	3 044	4 084	3 856	4 632	8 091	6 267	5 953	6 981	747	46 575
Nombre des doléances non corruption anonymes reçues	471	527	713	645	849	1 411					
Nombre des doléances non corruption individualisées reçues	2 449	2 517	3 393	3 211	3 883	6 680					

Le graphe ci-après présente la tendance des doléances reçues par le BIANCO depuis sa création en 2004 jusqu'à la fin de l'année 2013 :

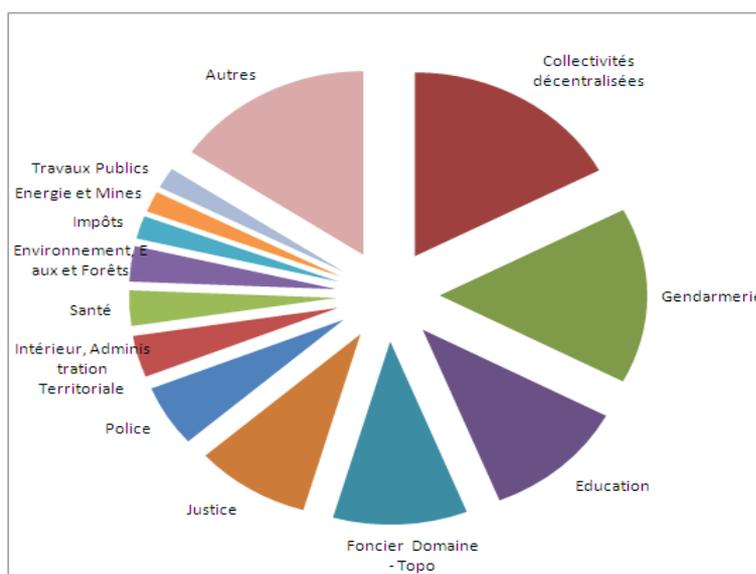
**Graphe 4 : Evolution des doléances reçues de 2004 à fin 2013**



Les doléances reçues par le BIANCO évoluent dans un rythme de progression soutenue de 2005 à 2008. La chute continue du nombre de doléances enregistrées de 2009 à 2013 reflète l'impact significatif de la crise politique traversée par le pays depuis 2009, sur l'environnement de la lutte contre la corruption à Madagascar. La baisse significative du nombre de doléances reçues par le Bureau à partir de cette période est inversement proportionnelle à l'accroissement exponentiel de la pratique de corruption dans toute l'île. Certaines personnes ont perçu que cette pratique de corruption est un moyen pour atténuer les effets néfastes de la crise dans la vie économique et sociale de tout un chacun. Cette situation explique en partie la réduction significative du nombre de doléances reçues par le BIANCO, de 2009 à 2013.

Le graphe qui suit représente la proportion et la répartition des cas de corruption dénoncés par secteur en 2013 :

**Graphe 5 : Proportion des cas de corruption dénoncés par secteur en 2013**



Les principaux secteurs les plus décriés et faisant l'objet de dénonciation pendant l'exercice 2013 sont les Collectivités Territoriales Décentralisées, la Gendarmerie Nationale, l'Education, les Services Fonciers (Domaines et TOPO) et la Justice.

Il convient toutefois de noter que le faible taux de doléances reçues pour un secteur ne se traduit pas forcément par l'absence de corruption dans ledit secteur. Nous prenons le cas de quelques secteurs : la Police Nationale - la Santé Publique - l'Environnement, Eaux et Forêts - l'Agriculture, l'Elevage et la Pêche - les Douanes. Cette situation peut s'expliquer en partie par l'existence d'une entente bénéfique entre les parties concernées.

La répartition des doléances reçues par secteur au cours de l'année 2013 est résumée dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 13 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés au cours de l'année 2013**

N°	SECTEURS	CAS DE CORRUPTION RECUES PAR LE BUREAU AU COURS DE L'ANNEE 2013						
		Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	TOTAL
1	Justice :	28	8	16	25	12	9	98
2	Collectivités décentralisées :	38	21	13	47	41	28	188
3	Foncier : Domaine - Topo :	42	9	13	15	1	34	114
4	Police :	15	10	10	13	5	6	59
5	Gendarmerie :	32	43	12	31	31	20	169
6	Armée :	4	2	1	1	6	0	14
7	Education :	25	21	13	18	33	12	122
8	Santé :	9	5	3	4	6	7	34
9	Impôts :	11	2	1	2	2	4	22
10	Trésors :	5	0	0	0	0	0	5
11	Douanes :	3	1	3	0	1	2	10
12	Economie, Finances et budget :	11	1	0	0	1	1	14
13	Energie et Mines :	10	0	0	2	7	1	20
14	Institutions de l'Etat et ministères :	8	0	0	0	4	2	14
15	Poste - Télécommunication et communication :	1	0	1	0	3	0	5
16	Intérieur, Administration Territoriale :	5	9	3	12	8	3	40
17	Environnement, Eaux et Forêts :	4	10	3	2	5	10	34
18	Travaux Publics :	11	4	1	0	2	2	20
19	Agriculture, Elevage et Pêche :	5	0	3	8	1	0	17
20	Fonction publique et Travail:	9	1	3	1	1	1	16
21	Culture et Tourisme :	3	0	0	0	1	0	4
22	Décentralisation et Aménagement du Territoire :	7	0	0	1	0	0	8
23	Jeunesse et Sport :	2	0	0	0	0	0	2
24	Population, Protection sociale, Loisirs :	3	0	0	0	0	0	3
25	Relation internationale (Affaire Etrangère) :	1	0	0	0	0	0	1
26	Commerce :	1	0	0	0	1	0	2
27	Secteur privé :	7	0	0	1	1	0	9
28	Profession libérale, association et ONG :	1	0	0	0	0	5	6
29	Représentation diplomatique et organisation internationale :	0	0	0	0	0	0	0
30	Autres :	25	8	1	2	2	1	39
<b>TOTAL</b>		<b>326</b>	<b>155</b>	<b>100</b>	<b>185</b>	<b>175</b>	<b>148</b>	<b>1 089</b>

## B.- Traitement des dossiers de corruption et d'infractions assimilées

Les réalisations de l'exercice 2013 pour le volet application de la loi en matière d'investigation sont présentées dans le tableau qui suit :

**Tableau 14 : Situation de traitement des doléances de corruption depuis 2004**

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre de doléances de corruption investigables	886	876	980	1 046	1 116	1 079	763	941	430	56	8 173
Nombre de doléances de corruption traitées	1 002	1 010	821	774	883	781	474	449	213	12	6 419
Nombre de dossiers traités	954	948	933	886	975	1 050	589	488	213	12	7 048
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	311	296	335	337	357	379	183	184	89	8	2 479

Au cours des années 2012 et 2013, le niveau de traitement des dossiers investigables s'est stabilisé, soit respectivement, neuf cent quarante huit (948) et neuf cent cinquante quatre (954). Il en est de même pour le nombre de dossiers transmis aux juridictions, avec toutefois une légère hausse de 5 % en 2013 ; soit deux cent quatre vingt seize (296) dossiers transmis en 2012, contre trois cent onze (311), en 2013.

**Tableau 15 : Proportion des dossiers de corruption transmis aux juridictions de 2004 à fin 2013**

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de dossiers traités	12	213	488	589	1 050	975	886	933	948	954
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	8	89	184	183	379	357	337	335	296	311
Pourcentage des dossiers transmis	66,66%	41,78%	37,70%	31,06%	36,09%	36,61%	38,03%	35,90%	31,22%	32,59

En général, la proportion de dossiers transmis aux juridictions par rapport au nombre de dossiers de corruption traités avoisine les 36% excepté pour l'année 2005 où le nombre de dossiers transmis aux juridictions a atteint 42% des dossiers de corruption traités.

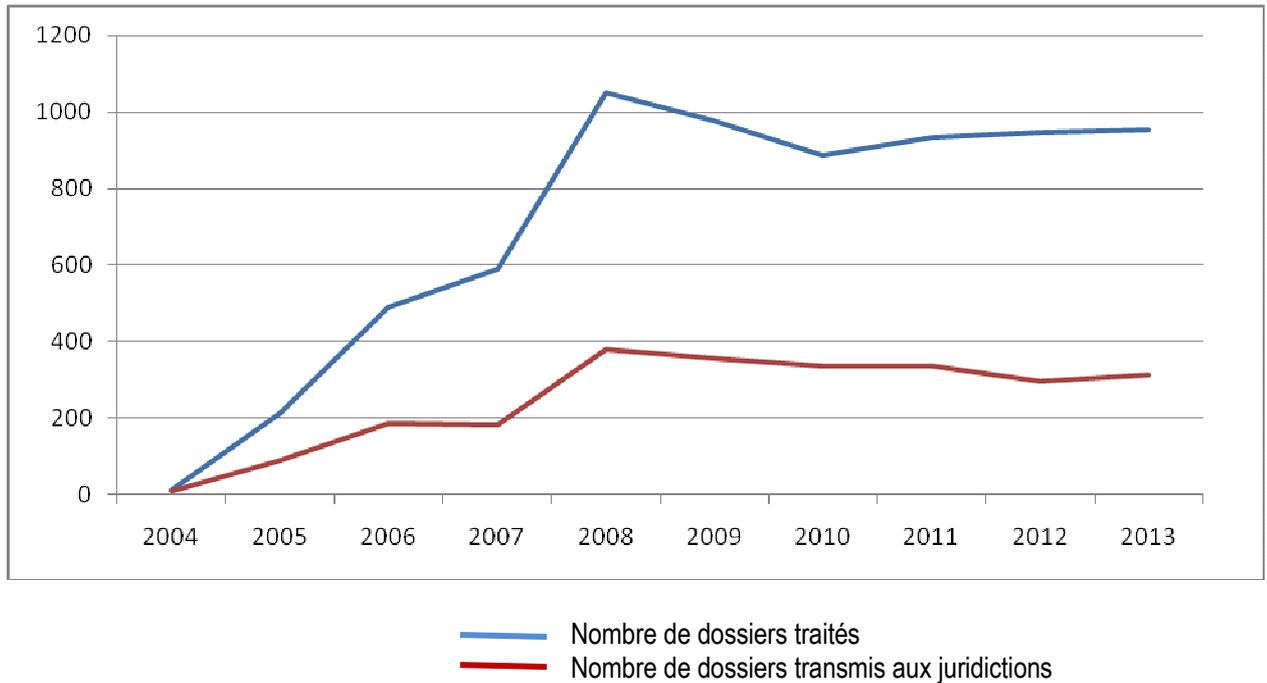
Il convient de préciser que les neuf cent cinquante quatre (954) dossiers de corruption traités en 2013 incluent les dossiers en souffrance à la fin de l'exercice 2012, soit au nombre de six cent quarante trois (643) dossiers et les dossiers transmis aux juridictions, de l'ordre de trois cent onze (311).

Plus de 50 % des dossiers de corruption traités annuellement sont soumis au Comité Consultatif en Investigation, pour décision de classement. L'évolution annuelle de ces dossiers est présentée dans le tableau ci-après :

**Tableau 16 : Récapitulation des dossiers soumis aux Comités Consultatifs des Branches Territoriales**

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Dossiers de corruption présentés devant le Comité Consultatif après investigation	643	430	617	512	648	532	395	304	124	4	<b>4 209</b>

**Graphe 6: Evolution des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions depuis 2004**



D'une manière générale, le nombre de dossiers transmis aux juridictions est en corrélation avec celui des dossiers traités annuellement par le BIANCO.

### **C.- Résultats des investigations**

Les trois cent onze (311) dossiers transmis aux juridictions en 2013 ont abouti à l'arrestation de deux cent vingt deux (222) personnes soupçonnées de corruption, cinquante quatre (54) mandats de dépôt et cent soixante huit (168) personnes mises en liberté provisoire. La répartition par Branche Territoriale de ces résultats d'investigation est récapitulée dans le tableau qui suit :

**Tableau 17 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2013**

INDICATEURS	BRANCHES TERRITORIALES (période : début janvier – fin décembre 2013)						TOTAL
	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	TOLIARA	ANTSIRANANA	
Arrestation	106	15	15	32	45	9	222
Mandat de dépôt	19	2	2	16	13	2	54
Liberté provisoire	87	13	13	16	32	7	168

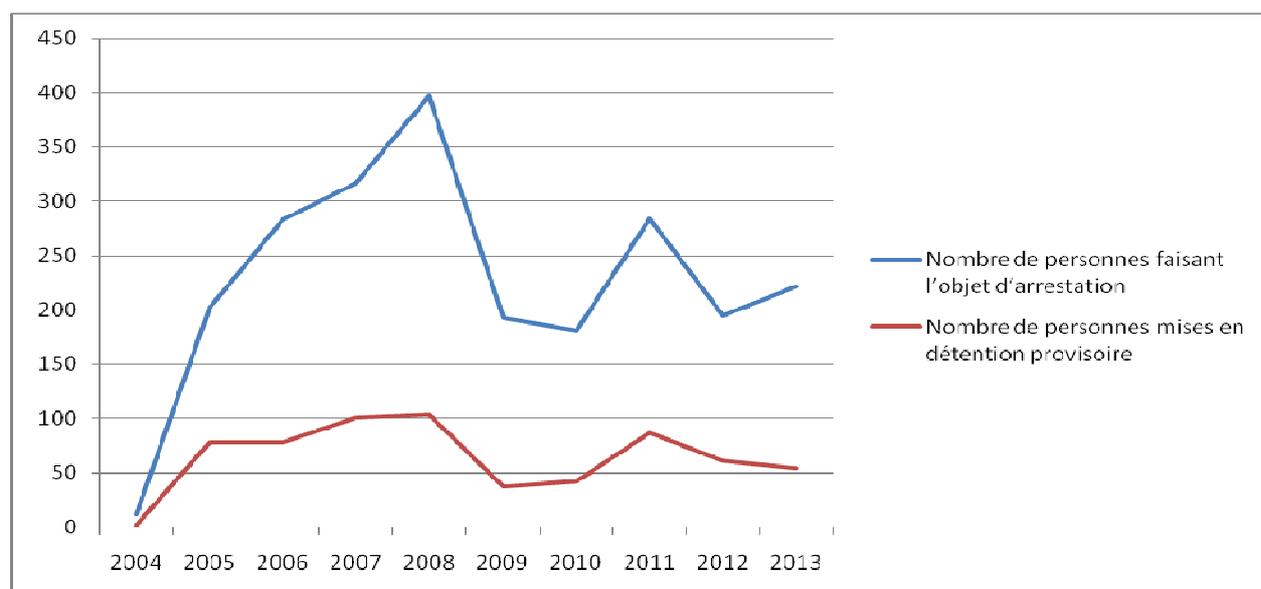
Le nombre annuel des arrestations initiées par le Bureau, des personnes mises en détention provisoire et des personnes mises en liberté provisoire est récapitulé dans le tableau suivant :

**Tableau 18 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin 2013**

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	222	195	284	181	193	397	317	283	202	12	2 286
Nombre de personnes mises en détention provisoire	54	61	87	43	38	104	101	78	78	2	646
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	168	134	194	141	155	293	216	205	124	10	1 640

L'évolution des arrestations et des détentions provisoires depuis 2004 à fin 2013 s'apprécie à partir du graphe qui suit :

**Graph 7 : Evolution annuelle des arrestations et des détentions provisoires**



# 5

## ACTIVITES DE COMMUNICATION

### **5.1 - Volet Communication stratégique**

L'année 2013 a marqué un grand tournant dans nos orientations stratégiques en matière de communication. En effet, nous avons pu privilégier la communication numérique en insérant nos publications dans le site web et dans le compte face book du BIANCO. Le coût de nos activités de communication a ainsi été fortement réduit sans pour autant nuire à leur qualité.

Par ailleurs, en contrepartie, nous avons encouragé nos collègues des Branches Territoriales à se pencher davantage sur les communications rurales et traditionnelles afin d'améliorer les performances de nos messages et celles de nos outils de communication dans les coins reculés. L'une des approches adoptées consiste à travailler en étroite collaboration avec les Organisations non gouvernementales (ONG), les différentes Associations et projets de développement intervenant dans le milieu rural et qui sont rompues aux techniques de communication traditionnelles.

En outre, nous avons dû déployer des efforts afin de faciliter la mise en œuvre des activités de communication de proximité au niveau local et régional à travers nos six branches territoriales

### **5.2 - Volet Communication Institutionnelle**

La crise politique et institutionnelle a eu des impacts sur les activités du Bureau Indépendant Anti-Corruption, dont les activités de communication. Néanmoins, l'image, la visibilité, la notoriété et la présence du Bureau ont été entretenues. Des réalisations en termes de communication institutionnelle ont été enregistrées : production de support écrit relatant les réalisations annuelles du Bureau, appui technique du Département communication pour la médiatisation des événements marquants, renforcement de la collaboration avec la presse pour une meilleure visibilité, formation en communication pour le personnel des Branches territoriales.

#### **5.2.1- Production de support et site web**

- **Le rapport annuel 2013** a été édité en 250 exemplaires. Le document a été destiné aux partenaires techniques et financiers du Bureau. Les Branches Territoriales se sont chargées de la distribution dans leurs réseaux territoriaux respectifs.
- Faute de budget, le Département Communication n'a pas pu assurer la périodicité du bulletin de liaison **BIANCO INFO**. Pourtant, le site web a été choisi pour la version électronique, toujours dans l'objectif de mieux informer le public et les partenaires techniques et financiers du BIANCO des réalisations du Bureau, d'une part, et de renforcer l'adhésion du public et de nos relais à la lutte contre la corruption, d'autre part.
- La confection des **cartes pour vœux 2014** du BIANCO a été réalisée en interne selon les besoins de chaque département pour asseoir la présence du Bureau et étendre ses relations

extérieures. Les cartes de vœux ont été distribuées auprès de différents partenaires public et privé.

- Le nom du domaine et l'hébergement du site web du BIANCO ont été renouvelés pour pouvoir assurer la mise à jour des informations en vue de maintenir la visibilité du Bureau, tant sur le plan national qu'international.
- Enfin, le BIANCO a intégré le réseau social Facebook (avec l'identification « **biancomadagascar** ») pour dynamiser les échanges avec les personnes souhaitant être en contact avec le Bureau. Avec de telle appartenance, le Bureau a l'occasion de saisir les réactions du public déjà membre du réseau facebook du BIANCO face à la corruption et à la lutte contre la corruption. Le réseau facebook permet également au BIANCO d'émettre ses opinions et/ou ses avis sur un sujet discuté ou soulevé par les membres du réseau. On recense actuellement 2144 membres.



Une publication sur la page face book du BIANCO

### 5.2.2- **Événements marquants, appui aux activités de communication et relation avec les médias**

10 communiqués de presse ont été conçus et diffusés au cours de l'année 2013 pour une couverture médiatique des différents événements marquants liés aux activités du BIANCO. Voici quelques énumérations allant en ce sens :

- dépôt de déclaration de patrimoine par la gendarmerie
- signature de convention entre le BIANCO et la Police Nationale
- exposition itinérante dans le cadre de la promotion du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité au lycée Jean Joseph RABEARIVELO

- sensibilisation en matière d'éducation à la lutte contre la corruption à la maternité Befelatanana



**Le personnel médical et administratif de la maternité Befelatanana attentif à la lutte contre la corruption**

- convention entre BIANCO-FDL-DRGFD-PGDI
- présentation officielle des « Engagements des candidats à la présidentielle »
- conférence débat sur les Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité
- lancement de la journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité
- signature de convention avec le Ministère des Forces Armées

**Le ministre de la Défense a été représenté par le secrétaire général du Ministère (au milieu) lors de la cérémonie de signature de la convention liant le BIANCO et les Forces Armées.**



Les échanges avec les journalistes s'intensifient. La presse s'intéresse de plus en plus à la cause de la lutte contre la corruption au fur et à mesure que nous avançons dans la mise en œuvre du programme de lutte contre la corruption.

Les Branches Territoriales, de leur côté, ne cessent de mobiliser et de sensibiliser les presses locales et les correspondants de certains quotidiens de la capitale à collaborer avec le BIANCO dans la médiatisation des activités réalisées par le Bureau. Un partenariat avec la Télévision Nationale et la Radio Nationale a été également établi pour renforcer la visibilité.

Les différentes manifestations culturelles comme le « Volambetohaka » de la région Amoron'i Mania et autres constituent également, pour les branches Territoriales, des opportunités pour se faire connaître et s'affirmer, mais surtout pour sensibiliser et éduquer les gens à lutter contre la corruption. L'objectif étant de promouvoir la culture anti-corruption.

### 5.2.3- Développement de la communication de proximité

La communication de proximité au niveau des 6 Branches Territoriales suit son cours. Les « Interfaces » (ou personnes ressources internes des Branches Territoriales), chargées de capitaliser et d'optimiser les activités de communication de proximité dans les zones d'intervention des Branches Territoriales du BIANCO, n'ont pas ménagé leurs efforts dans la réalisation de leur tâches. Ils ont suivi une formation en matière de communication dispensée par le Directeur de Communication du BIANCO, à Fianarantsoa et Toliara.



**L'interface de la Branche Territoriale de Fianarantsoa a capitalisé la réunion du comité consultatif en Education-Prévention du BIANCO à Fianarantsoa**

Le tableau ci-après résume les efforts fournis dans la promotion de la culture anti-corruption et les activités opérationnelles entreprises au niveau des six (6) Branches Territoriales du Bureau.

**COMMUNICATION DE PROXIMITE AU NIVEAU DES SIX BRANCHES  
TERRITORIALES DU BIANCO – Année 2013**

**Tableau 19 : Situation des réalisations des activités de communication de proximité  
par Branche Territoriale**

RUBRIQUES	BRANCHES TERRITORIALES BIANCO						TOTAL
	TNR	TMN	FNR	MJG	TOL	ANT	
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations TV de proximité	02	00	02	60	05	08	<b>77</b>
Nombre de stations TV de proximité impliquées	02	00	04	04	05	04	<b>19</b>
Nombre de Districts touchés	07	00	03	05	06	04	<b>25</b>
Nombre de reportages TV réalisés et diffusés	-	00	00	-	07	-	<b>07</b>
Nombre de plateaux TV de proximité réalisés	02	03	00	-	01	04	<b>10</b>
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations de Radio de proximité	500*	41	29	96	13	21	<b>700</b>
Nombre de stations Radio de proximité impliquées	05	05	12	08	09	11	<b>50</b>
Nombre de Districts touchés	15	02	6	04	12	04	<b>43</b>
Nombre de reportages Audio réalisés et diffusés	04	02	01	-	05	-	<b>12</b>
Nombre de plateaux Radio de proximité réalisés	04	04	00	-	18	04	<b>30</b>
Nombre de reportages réalisés et diffusés dans la Presse écrite	-	05	01	-	04	-	<b>10</b>
Nombre d'insertions d'articles de LCC dans des périodiques appartenant à nos partenaires.	02	00	01	-	02	04	<b>09</b>
Nombre de sketches audio réalisés et diffusés en dialectes locales	-	04	00	-	00	-	<b>04</b>
Nombre de supports et d'outils de communication produits localement	1000	04	10	-	03	04 Banderoles	<b>1021</b>
Nombre d'événements créés (portes ouvertes, expositions...)	07	10	14	-	15	01	<b>47</b>
Nombre de conférences, de conférences-débats, points de presse...réalisés.	02	05	04	04	09	06	<b>30</b>
Nombre de communiqué de presse /ou nombre d'articles parus dans des presses écrites	-	03	00	24	00	04	<b>31</b>
Nombre de communiqué à la Radio / ou nombre d'interventions dans des journaux parlés	-	01	00	01	02	01	<b>05</b>
Nombre de communiqué à la TV / ou nombre d'interventions dans des journaux TV	-	00	00	24	00	01	<b>25</b>
Nombre d'articles parus dans des sites internet	-	00	00	-	-	-	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1552</b>	<b>89</b>	<b>87</b>	<b>230</b>	<b>116</b>	<b>81</b>	<b>2155</b>

**N.B.** BT : Branche Territoriale ; TNR : BT Antananarivo ; TMN : BT Toamasina ; MJG : BT Mahajanga ; FNR : BT Fianarantsoa ; TOL: BT Toliara ; ANT: BT Antsiranana

\*Emissions "FRIRY" dans cinq (5) stations)

#### **5.2.4- Le 09 décembre, Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption**

La célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, le 09 décembre, revêt un événement capital pour le BIANCO. Une telle manifestation rentre dans le cadre de la promotion du programme de lutte contre la corruption. Différentes activités ont été organisées, démontrant la ferme volonté de Madagascar à combattre la corruption.

L'événement a eu une dimension nationale. Etalées sur plusieurs jours, les activités ont donné un trait significatif à la cause de la lutte anti-corruption. La célébration nationale s'est tenue à Toamasina, dans la région Atsinanana, sous le thème : « Antoky ny fahombiazan'ny ady amin'ny kolikoly ny fahavononan'ny mpitondra fanjakana sy ny olom-pirenena rehetra » (La volonté des responsables étatiques et de tous : garant de la réussite de la lutte contre la corruption).

La célébration officielle a fait l'objet d'une large couverture et de médiatisation, notamment par la diffusion de communiqué de presse, la retransmission partielle des manifestations liées à l'événement grâce à la collaboration entre le Département Communication, la Branche Territoriale et la Direction Interrégionale de l'Office de la Radio et de la Télévision de Madagascar (ORTM) de Toamasina , l'intervention sur plateau dans une station de TV locale en collaboration avec la Branche Territoriale de Toamasina, l'intervention du Directeur chargé de la communication dans l'émission de la radio ACEEM à Antananarivo.

Chaque branche territoriale du Bureau a célébré chacune à sa manière cette journée, toujours dans l'objectif de mobiliser le public à s'impliquer davantage à la lutte contre la corruption.

La récapitulation de toutes les activités de communication relatives à la manifestation de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption s'avère nécessaire, vue l'importance de la lutte (voir tableau ci-dessous).



**Pour Fianarantsoa, le culte œcuménique, assisté par le Directeur Territorial du BIANCO (1<sup>er</sup> à g), a marqué l'ouverture de la célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption (JILCC)**

**Le chef de région Boeny, prononçant son discours à l'endroit des sportifs ayant participé aux différents matchs, lors de la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, à Andranofasika-Mahajanga**



## ACTIVITES DE CELEBRATION DU 9 DECEMBRE, JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Thème générique :** « La volonté des responsables étatiques et de tous : garant de la réussite de la lutte contre la corruption »

**Tableau 20 :** Activités de communication par Branche Territoriale lors de la célébration de la JILCC 2013

Branches Territoriales et lieu de célébration Activités	TNR (Tsiroanom andidy)	TMN Toamasina	FNR Ambositra	MJG Andranofasika	TOL Betioky	ANT Ambilobe
Organisation d'une célébration officielle	0	X	X	X	X	X
Réalisation d'émissions spéciales 9 Décembre (TV et Radio)	10	03	00	-	01	-
Réalisation de spots spéciaux 9 Décembre (TV et Radio)	10	02	01	-	01	02
Réalisation de reportages TV à l'occasion du 9 Décembre	02	00	-	-	01	-
Invitation au plateau à l'occasion de 9 Décembre (TV et Radio)	04	01	-	-	-	02
Organisation d'un débat télévisé	-	00	-	-	-	-
Production de magazine	-	00	-	-	-	-
Communiqué (de presse, de Radio, de TV) à l'occasion du 9 Décembre	-	02	01	01	01	01
Production d'affiches spéciales 9 Décembre	10	00	02	01	01	-
Production de banderoles /dépliants spécial 9 Décembre et véhiculant des messages anti corruption	02	03	01	02	01	04
Organisation de carnaval	01	01	01	01	01	-
Organisation de manifestations sportives associées à la LCC	-	02	02	01	-	-
Organisation de manifestations socioculturelles associées à la LCC (radio crochet, danse folklorique, poésie, sketch...)	05	03	03	12	04	02
Organisation de conférences, de conférences-débats pour la promotion de la culture anti corruption	01	00	02	-	-	04
Organisation de toutes sortes de concours en LCC et distribution de prix.	05	01	01	-	01	02
Diffusion de film SEDRA / Hira Gasy	03	02	-	-	03	-
Expositions	01	01	01	01	01	01
Déclaration solennelle (de M. Le Directeur Général)	-	01	01 (diffusion)	02	01 (diffusion)	-

**N.B. :** BT : Branche Territoriale ; TNR : BT Antananarivo ; TMN : BT Toamasina ; MJG : BT Mahajanga ; FNR : BT Fianarantsoa ; TOL: BT Toliara ; ANT: BT Antsiranana

### 5.3- Volet Communication de masse

Dans la continuité des orientations adoptées jusqu' alors, les objectifs des activités menées en communication de masse durant l'année 2013 demeurent l'appui aux activités des divisions opérationnelles.

Il est cependant important de noter que la réduction drastique du budget alloué au département communication en 2013 a fortement desservi le taux de réalisation des activités. En effet, le budget octroyé sur toute l'année n'a permis de réaliser qu'environ 25% des activités prévues dans le Plan de Travail Annuel établi.

#### 5.3.1- Les supports imprimés en appui aux activités de mobilisation

Pour l'édition 2013, deux **calendriers** différents ont été édités. Aussi bien par les messages véhiculés que par leur format respectif, les deux éditions ciblent des publics bien distincts : les différents partenaires du BIANCO d'une part, et les jeunes d'autre part. La distribution des calendriers a été assurée durant tout le mois de janvier par les différents départements et les six Branches Territoriales.



Photo du calendrier (édition 2014) conçu en 2013 pour mobiliser les autorités et le public

L'édition 2014 du calendrier véhiculait des messages de mobilisation à l'endroit des autorités et élus d'une part, et à l'attention de chaque citoyen, d'autre part.

Le **dépliant illustré sur les infractions de corruption** constitue un support d'appui indispensable durant les séances de mobilisation organisées auprès des différents secteurs. De ce fait, la nouvelle édition, mise à jour et incluant trois nouvelles infractions de corruption, a été réimprimée.

Destinée au **grand public**, une nouvelle édition de **dépliant** de mobilisation a été conçue. Les enjeux, les impacts et les bénéfices de la lutte contre la corruption pour la population, ainsi que l'importance de l'implication et de la persévérance de tout un chacun, sont les sujets abordés à travers ce support. Toujours à l'endroit de la même cible, une nouvelle **affiche de mobilisation** a été conçue dans l'objectif de renforcer notre visibilité auprès des établissements des différents secteurs de l'Administration Publique.

Trois nouveaux supports ont été conçus à l'intention des **jeunes**, plus spécifiquement aux membres du Réseau d'honnêteté et d'intégrité : un **dépliant**, un **autocollant** ainsi qu'une **affiche** de mobilisation.



Autocollant mobilisant les jeunes à refuser la corruption

### 5.3.2- La mobilisation par la presse et les supports audio-visuels.

La mobilisation par la presse continue avec deux nouveaux numéros du **bulletin « Miaramiady amin'ny kolikoly »**. La treizième édition a été entièrement consacrée aux activités et manifestations autour de la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, le 09 décembre 2012. Le quatorzième numéro a abordé le thème de la lutte contre la corruption au niveau de la sécurité routière.

La mobilisation par les supports audio se poursuit à travers les diffusions de trois (3) nouveaux **spots radio** d'interpellation. Abordant le sujet de la sécurité publique, de la corruption au niveau du secteur santé et celui du monde de l'éducation, ces trois spots ont été diffusés sur la Radio Nationale Malagasy et la Radio Don Bosco de mars à mai. Les Branches Territoriales ont fait de même auprès des stations locales.

Parallèlement, six (6) autres nouveaux spots, dans la même lignée, ont été produits. La corruption dans le secteur foncier, dans la pratique du marché public, dans l'exploitation des ressources naturelles, dans les concours administratifs, au niveau du secteur privé ainsi que les conséquences des pratiques de corruption sur la sécurité routière, sont les sujets abordés à travers ces spots d'interpellation.

Enfin, deux (2) spots radio de mobilisation ont été produits et diffusés sur tout le territoire national à l'occasion de la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, le 09 décembre 2013.

La production et les diffusions des **émissions bi-mensuelles « Toko Telo mahamasa-nahandro »** ont été effectuées sur TVM. Quatorze (14) nouvelles émissions ont été réalisées et diffusées jusqu'au mois de juillet. Chronologiquement, les sujets abordés ont été :

- La déclaration de patrimoine ;
- L'application de la loi et la politique d'investigation du BIANCO ;
- Les boîtes à doléances ;
- L'évaluation de Madagascar en 2013 ;
- L'assistance aux concours administratifs ;
- L'accueil du public et la réception des doléances au BIANCO ;
- Le lancement de l'année de l'intégrité au sein du ministère de la sécurité intérieure ;
- La lutte contre la corruption sur les axes routiers (RN7) ;
- Les engagements des candidats à l'élection présidentielle ;
- Le réseau d'honnêteté et d'intégrité (RHI) en milieu scolaire ;
- La lutte contre la corruption au niveau des collectivités territoriales décentralisées ;
- La lutte contre la corruption au niveau des grands investissements miniers à Madagascar ;
- Le rôle des média dans la lutte contre la corruption.

Il est à noter que, compte tenu des restrictions budgétaires, la production et les diffusions des émissions « Toko Telo mahamasa-nahandro » ont du être interrompues depuis le mois d'août 2013.

Enfin, la division a collaboré à l'organisation et à la médiatisation du point de presse sur le thème des « Engagements des candidats à l'élection présidentielle » qui s'est tenu le 02 mai 2013 à Ambohibao, et a assuré par la suite la réception et l'archivage des engagements des candidats.

# 6

## RESSOURCES HUMAINES

### 6.1- MOUVEMENT DU PERSONNEL

**Tableau 21 : Evolution de l'effectif du personnel au cours de l'année 2013**

Situation au 01 janvier 2013	Mouvement du personnel en 2013		Situation au 31 décembre 2013
	Entrées	Sorties	
183		3	180

- 3 (Trois) départs ont été enregistrés au cours de l'année 2013. Ils se répartissent comme suit :
  - Une admission à la retraite
  - Deux démissions
- 3 (trois) personnes ont bénéficié de promotion interne
- 8 (huit) personnes ont fait l'objet d'affectation

### 6.2- FORMATION ET RENFORCEMENT DE CAPACITE DU PERSONNEL

Dix (10) personnes ont bénéficié de formations nationales ou internationales gérées directement par la direction générale, au cours de l'année 2013.

- Une personne a été admise dans la filière « Inspecteur des impôts » à l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) ;
- Quatre personnes ont suivi une formation sur le thème: « Corruption : détection, répression, prévention » organisée par l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM) et le Service Central de la Prévention de la Corruption (SCPC) à Paris. Une personne a effectué un séjour d'étude et de recherche auprès du Laboratoire du Droit Public – Université RENNES I ;
- Une personne a participé à la formation internationale sur la Lutte Contre la Corruption organisée par l'Académie Internationale Anti-corruption (IACA), en Autriche ;
- Trois personnes ont participé à des séminaires dispensés en Chine sur les thèmes suivants :
  - Réforme et innovation des services publics pour les pays africains francophones ;
  - Promotion des commerces et des investissements pour les pays africains francophones ;

- Administration publique et sociale pour les pays africains francophones.

A noter que des formations locales ont été initiées et gérées directement par les Branches Territoriales suivant leurs besoins (langues, échanges d'expériences entre Branches, ...). Les détails de ces formations ne sont pas mentionnés dans le présent rapport.

### **6.3 – PARTICIPATION AUX CONFERENCES INTERNATIONALES**

Au cours de l'année 2013, le bureau a participé à quatre conférences internationales relatives à la Lutte Contre la Corruption :

- Consultation panafricaine sur l'agenda de développement post 2015 et la validation du rapport sur les OMD ;
- Quatrième session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- Cinquième Conférence de l'Association des Autorités responsables des Agences Anti-corruption dans le monde (IAACA) ;
- Deuxième Conférence des Institutions Africaines de lutte contre la corruption, à Accra (Ghana).

### **6.4- ACCUEIL DE STAGIAIRES**

Dix (10) étudiants ont été accueillis par le Bureau pour des stages d'imprégnation.

# 7

## ADMINISTRATION ET FINANCES

### 7.1.- PRINCIPALES REALISATIONS PHYSIQUES

Le premier semestre a été marqué par la mise en place du budget de l'exercice 2013, tandis que le second a été accaparé par les opérations d'aménagement des crédits au compte 6552 selon les dispositions du circulaire n° 05- MFB/SG/DGB/DESB/SAIDM du 19 décembre 2012. Le retard des engagements et des versements des crédits au compte de dépôts du BIANCO et surtout l'insuffisance de crédit ont influencé l'exécution des activités du Département Administration et Finances en particulier, et aussi du BIANCO, en général.

Les marchés d'acquisition de véhicules, de matériels techniques, et de petits outillages, avec la PRMP de la Présidence sont finalisés durant le troisième trimestre de l'année 2013, quoi que les financements soient prévus dans le budget 2012. Les financements des acquisitions pour l'année 2013 concernent ainsi les reliquats de l'année 2012.

Ces retards en termes de réalisations sont surtout dus à la lenteur des procédures administratives. L'acquisition de véhicules a fait l'objet de plusieurs demandes d'autorisation exceptionnelle auprès de la Présidence.

Trois véhicules tout terrain ont été acquis permettant ainsi de renforcer la mobilité des Branches Territoriales (Toamasina, Toliara et Fianarantsoa). En outre, l'achat de matériels techniques a été finalisé. Il s'agit de l'acquisition de : vidéos projecteurs, cameras semi-professionnelle, appareils photos semi-professionnels, matériels de sonorisation, deux (02) groupes électrogènes, ventilateurs, perforateurs, un (01) coffre fort à encastrer, imprimantes et onduleurs.

Les répartitions sont établies en tenant compte des besoins exprimés dans le programme de Travail Annuel (PTA) et des demandes antérieures. Les affectations de ces matériels sont effectives au cours du 3ème trimestre 2013, il reste à livrer ceux de la Branche Territoriale d'Antsiranana.

L'appui aux Branches Territoriales se concrétise, d'une part, par la détermination des besoins des six branches Territoriales en terme de matériels, de divers entretiens, d'assistance aux équipes de la DAFRH dans la mise en place du compte de transfert 6552 et, d'autre part, par l'utilisation du progiciel finances, etc ..., Cette série de concrétisation a été suivie par l'utilisation du manuel de procédures Administrative, Financière et Comptable du BIANCO.

Enfin, le Département Administration Finances a contribué à la coordination continue entre le siège et les Branches Territoriales en matière d'administration générale et de gestion financière. A part les problèmes d'origine extérieurs, les contraintes ont surtout concerné le retard et l'insuffisance des ressources financières, la vétusté des matériels occasionnée par des pannes fréquentes et les coûts élevés des réparations grevant ainsi la réalisation des missions du Bureau.

## 7.2.- REALISATIONS FINANCIERES

Les crédits alloués au BIANCO pour l'année 2013 se résument comme suit après aménagement effectué au cours du premier trimestre 2013:

**Tableau 22 : Budget alloué au BIANCO (en Ariary)**

RUBRIQUE	CREDIT MODIFIE
Salaires et Indemnités	2 484 000 000
Fonctionnement hors solde	969 236 000
Investissement Ressources Propres Internes (RPI)	125 447 000

**Tableau 23 : Situation des Engagements à fin 2013**

Les taux des engagements des crédits de paiement du BIANCO se présentent comme suit :

### Fonctionnement

Fonctionnement	Crédit de Paiement	Taux des engagements (%)
Salaires et indemnités	2 484 000 000	100
Fonctionnement hors solde	969 236 000	81,65
<b>Sous-Total Fonctionnement</b>	<b>3 453 236 000</b>	<b>94,85</b>

### Investissement

Investissement	Crédit de Paiement	Taux des engagements (%)
<b>Sous Total Investissement</b>	<b>125 447 000</b>	<b>80,07</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 578 683 000</b>	<b>94,33</b>
----------------------	----------------------	--------------

A part l'existence d'un blocage de crédit de l'ordre de 19% au cours du dernier trimestre 2013 pour les rubriques Fonctionnement hors solde et Investissement confondus, aucun problème particulier n'a été rencontré au niveau de l'exécution du Budget 2013 proprement dite.

**Tableau 24 : Situation des dépenses du BIANCO arrêtée au 31 décembre 2013**

**Crédits de Fonctionnement**

Ligne budgétaire	Reliquat fin 2012	Crédit 2013 versé	Disponible au compte	Taux des crédits utilisés (%)
6031-Personnel permanent	386 951 632	2 484 000 000	2 870 951 632	92,36
6552-Transferts pour charges de services publics-Autres organismes		778 879 726	778 879 726	72,35
Autres fonctionnements hors solde	602 853 054	12 500 000	615 353 054	83,83
<b>Sous Total Fonctionnement</b>	<b>989 804 686</b>	<b>3 275 379 726</b>	<b>4 265 184 412</b>	<b>87,47</b>

**Crédits d'Investissement**

Ligne budgétaire	Reliquat fin 2012	Crédit 2013 versé	Disponible au compte	Taux des crédits utilisés (%)
<b>Sous Total Investissement</b>	805 467 156	100 447 000	905 914 156	79,03

**7.3.- POINTS FORTS**

- Paiements des indemnités du Personnel à 100% pour l'année 2013,
- Non application du « zéro budgeting » pour le BIANCO,
- Possibilité d'engagement et de versement global de crédits au compte du BIANCO à la Recette Générale d'Antananarivo (RGA).

**7.4.- POINTS FAIBLES**

- Non paiement des arriérés d'IRSA du fait du blocage de crédit enregistré au cours du dernier trimestre de l'année 2013,
- Augmentation des charges de réparation et d'entretien à cause de la vétusté des moyens à notre disposition.

**7.5.- PERSPECTIVES**

L'accélération des traitements des dossiers de mandatement et de versement au compte des crédits alloués au BIANCO par la Paierie Générale d'Antananarivo (PGA) permet d'apporter des appuis en temps opportuns pour la réalisation des activités des Branches Territoriales pour l'année 2014.

# 8

## PERSPECTIVES

### 8.1 – GRANDES LIGNES DES ACTIVITES DES EXERCICES 2014 – 2018

Les principales activités du Bureau Indépendant Anti – Corruption, de 2014 à 2018, seront focalisées essentiellement sur :

- Le développement des capacités opérationnelles du BIANCO par le renforcement de la performance des six (6) Branches Territoriales installées dans les Chefs lieux des ex-provinces et des départements centraux ;
- La mise à disposition des ressources permettant de mettre en œuvre les activités programmées de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, entre autres, la dotation de postes budgétaires nécessaires pour couvrir les besoins en effectif par période, la mobilisation des ressources financières et matérielles et la consolidation des acquis et des compétences du personnel, notamment :
  - La couverture des postes vacants et le recrutement de nouveaux agents pour ramener l'effectif du Bureau à deux cents cinquante (250) en 2018,
  - La reconstruction, la réhabilitation et l'entretien périodique des bâtiments servant de bureau pour les Branches Territoriales et le siège,
  - Le renouvellement du parc automobiles, des équipements techniques, des matériels informatiques et des mobiliers de bureau amortis et hors d'usage,
  - Les investissements indispensables pour la mise en application des dispositifs anti-corruption conçus conjointement par l'équipe des volets Prévention et les responsables des secteurs partenaires ;
  - La conception et la vulgarisation des supports techniques d'Education et de Communication, entre autres, panneaux, affiches, guides et documents pédagogiques divers ;
- La conception, la mise en place et l'opérationnalisation du Nouveau Système Informatisé de Gestion et de Pilotage des activités et les Tableaux de Bord y afférents ;
- La réactualisation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et la mise à jour des politiques, des manuels et des Guides pour la conduite tactiques et opérationnelles des activités du BIANCO ;

- L'intensification de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption :
  - Mobilisation du public pour adopter une attitude intolérante aux pratiques de corruption et manifestation de sa détermination à lutter contre ce fléau par des réalisations tangibles;
  - Appropriation des mesures de prévention et application des dispositifs anti-corruption par les services publics et le secteur privé : normes et standard de services, principes de bonnes gouvernances des recettes et des dépenses publiques, guides de bonnes pratiques,... ;
  - Promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité ainsi que des principes de bonne gouvernance au sein des secteurs public et privé : pacte d'intégrité et code d'éthique et de conduite,... ;
  - Mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption : appropriation régionale de la lutte contre la corruption (adoption de bonnes pratiques dans les secteurs et collectivités décentralisées),
  - Effectivité de la chaîne anti-corruption : adoption d'une politique pénale, traitement des dossiers de corruption investigables et transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité,
  - Contribution aux activités d'assainissement du milieu des affaires visant l'attrait et la sécurisation des investissements ;
  - Accompagnement des grands investissements en vue de cerner les risques afférents aux pratiques de corruption et des infractions assimilées dans l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, minières et pétrolières, d'une part, et de lutter contre les trafics illicites dans ces secteurs, d'autre part,
  - Développement de l'ouverture internationale : collaboration avec les agences anti-corruption, participation aux instances et activités internationales de renforcement du programme de lutte contre la corruption.

## 8.2- PRINCIPALES ORIENTATIONS DES ACTIVITES DE L'ANNEE 2014

Les principales orientations des activités de l'année 2014 consistent à :

- Appuyer le comité d'experts gouvernementaux dans la conduite de l'évaluation de Madagascar sur la mise en œuvre de la Convention des Nations unies Contre la Corruption ainsi que l'évaluation de l'Islande dans ce même cadre.
- Poursuivre les activités de renforcement du système de répression de la corruption et des infractions assimilées ;
- Participer activement à la dynamisation de la Chaîne Anti - Corruption, entre autres, la mise en place de la politique pénale anti-corruption, le renforcement des procédures de traitement des dossiers transmis aux juridictions, la politique à adopter pour la fragilisation du sentiment d'impunité et la consolidation des liaisons opérationnelles ;
- Poursuivre la vulgarisation de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité dans les secteurs public et privé, la promotion de la mise en application des Dispositifs Anti – Corruption, la déclaration des principes d'affaires et de code de conduite, l'assistance des concours administratifs, la revue de systèmes et l'analyse des procédures ainsi que l'accompagnement des entités concernées et l'effectivité de la mise en application des recommandations d'audit, la vulgarisation des bonnes pratiques.... ;
- Renforcer les activités de mobilisation des établissements scolaires pour la lutte contre la corruption et l'adoption de la culture de refus de la corruption par l'intensification et l'opérationnalisation des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité et l'intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc... .
- Contribuer à la promotion de la transparence et de la culture de refus de corruption dans le processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières, d'une part, et à la lutte contre les trafics illicites dans ces secteurs, d'autre part ;
- Intensifier l'accompagnement des entités régionales pour la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local ;
- Renforcer la collaboration avec les organes relais, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les Organisations Professionnelles, les Médias, les Etablissements Scolaires et les secteurs, ... ;
- Elaborer un mémento des infractions de corruption et assimilées et des guides pratiques de conduite et de gestion des activités techniques et opérationnelles pour la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption ;
- Adopter une politique spécifique de renforcement des capacités et des compétences du personnel technique et opérationnel en vue d'anticiper et d'arrêter les domaines de spécialisation par fonction et par nature de cartographie des risques par Circonscription des Branches Territoriales ;
- Réactualiser la Stratégie et les manuels d'opérations des volets techniques et opérationnels de mis en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Corruption, notamment en matière d'Investigation, de Prévention et d'Education ;
- Mettre à jour les manuels des procédures administratives des opérations du Bureau, entre autres, la Gestion des Ressources Humaines et l'Administration du Personnel, la Passation des Marchés Publics, la Gestion des Opérations Financières et de la Comptabilité Publique;
- Déterminer les indicateurs de base et concevoir les mécanismes de gestion et de pilotage des activités et les Tableaux de Bord y afférents ;

### 8.3- PRINCIPAUX RESULTATS ESCOMPTES POUR L'EXERCICE 2014

Dans le cadre des **activités stratégiques et administratives** du Bureau en général :

- **Indicateurs de résultats, d'effets et d'impacts** des activités réactualisés et **système de Tableau de Bord de Gestion** élaboré et mise en place,
- **Nouvelle démarche par segmentation des cibles par axe d'effort** expérimentée et renforcée pour mener efficacement les activités d'éducation,
- Evaluation de la **mise en œuvre de la convention des Nations unies contre la Corruption** diligentée **par les Experts de Nigéria et de Nicaragua et de l'UNODC**, d'une part, et **l'examen de Island** réalisé **par les Experts de Madagascar et de Norvège** dans le cadre du programme sur le mécanisme de revue de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, d'autre part,
- **Nouveau système informatisé** de traitement et de consolidation des réalisations et des Plans de Travail Annuels opérationnalisé et exploité avec efficience. Nouveau Système Informatisé de Gestion et de Pilotage des activités conçu et développé.

Dans le cadre de **l'application de la législation anti-corruption** :

- **5 700 doléances** reçues, dont **1 350 faits soupçonnés de corruption** et objet d'investigation.
- **1 350 dossiers investigables** traités, dont **590 transmis aux juridictions** (soit 43,7 % des dossiers traités).
- **Résultats des dossiers transmis** aux juridictions **communiqués périodiquement** par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008).
- **Liste mère des assujettis** à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2014 mise à jour, au niveau central et régional.
- **50%** (environ **2 500 Déclarations**) des **personnes assujetties** à la Déclaration de Patrimoine s'acquittent **de leur obligation légale**.
- **107 liaisons opérationnelles conclues** avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux.
- **Système Informatique de Gestion et de Suivi du traitement des doléances** réactualisé et mis à jour.

Dans le cadre des **volets Education et Prévention** :

- **Grand public mobilisé** à dénoncer les pratiques de corruption et à adopter une attitude positive contre ce fléau.
- **Image et visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web – rapports d'activités - conférences débats - documentaire – bulletins et revues d'information et de mobilisation.
- **Mouvement éthique** vulgarisé dans les secteurs public et privé et **la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité** adoptée dans le processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières et dans la lutte contre les trafics illicites dans ces secteurs.
- **Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC)** dynamisée auprès des **22 régions** de Madagascar.

- **Dispositifs Anti – Corruption mis en place et adoptés par l’Administration et les Services Publics (Services Déconcentrés et Collectivités).**
- **Stratégie de lutte contre la corruption réactualisée et manuels d’opérations et des procédures mis à jours.**
- **Système de traitement informatisé des données, mécanismes de gestion et de pilotage des activités et Tableaux de Bord développés. Système de répression de la corruption et des infractions assimilées renforcé et indicateurs de base des activités et de gestion déterminés.**
- **Processus d’éducation** du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, **poursuivis et renforcés.**
- **Responsabilisation des relais** (Organisations de la Société Civile, leaders d’opinions, confessions religieuses, ...) renforcée pour l’éducation du public au changement de comportement, de veille et d’interpellation, par rapport à la pratique de la corruption.
- **Jeunes mobilisés** à la participation effective aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs (Réseau d’Honnêteté et d’Intégrité développé et dynamisé, ...);
- **Notions d’intégrité morale et dimension de lutte contre la corruption** insérées progressivement **dans les programmes scolaires.**
- **90 Structures Territoriales Déconcentrées, 90 Collectivités Territoriales Déconcentrées et 31 Entités et/ou secteurs accompagnés** dans la mise en œuvre des activités de Prévention : Mines, Foncier, Justice, Sécurité Routière, Douanes, Santé publique, Trésor Public, Centres Immatriculateurs et visite Technique, Elevage - filière bovine, Education, Ressources naturelles, Société Fanalamanga,...
- **5 travaux de revue des systèmes et d’analyse des procédures** effectués sur les secteurs : foncier, forêts, commerce local, éducation et Topographie.
- **6 Entités** organisatrices de concours administratifs **accompagnées.**

## 8.4- AXES MAJEURS D'INTERVENTIONS DU BIANCO POUR L'ANNEE 2014

Les principaux axes d'interventions du BIANCO en 2014 se résument ainsi :

1. Promotion de la **culture de transparence, d'éthique, d'intégrité et de redevabilité** dans tous les secteurs d'activités, en général, et dans les secteurs œuvrant pour l'exploration, l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles et minières, en particulier.
2. Mobilisation du public, des secteurs public et privé et des partenaires à la lutte contre la corruption et aux activités pour le **changement d'attitude et de comportement**.
3. Mise en œuvre de la **Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption (PRLCC)** auprès des vingt deux (22) Régions.
4. Mise en place des **dispositifs anti-corruption** auprès des entités bénéficiaires : Collectivités et Services Territoriales Décentralisés, secteurs œuvrant pour l'exploration, l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles et minières et Partenaires des entités relais.
5. **Mobilisation des jeunes** à la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption dans le cadre des activités des Réseaux d'honnêteté et d'intégrité en milieu scolaire et universitaire.
6. Insertion des modules de Lutte Contre la Corruption dans les **programmes scolaires et universitaires**.
7. Elaboration et vulgarisation des **codes de conduite du personnel et des affaires, du pacte d'intégrité et de la déclaration d'intégrité et des principes d'affaires...**
8. Vulgarisation du **Guide de bonnes pratiques** sur le standard des services et l'organisation des concours administratifs.
9. Diffusion périodique des **rapports, documentaires et bulletins d'informations** sur les réalisations et les activités du BIANCO et mise à jour du contenu du **site Web**.
10. Conception et diffusion des **supports techniques de communication et de mobilisation** des parties prenantes.
11. Assistance aux **concours administratifs**.
12. Réalisation des travaux de **revue des systèmes et d'analyse des procédures** pour redresser les dysfonctionnements et pallier aux défaillances pouvant donner lieu à des occasions et opportunités de pratiques de la corruption.
13. Opérationnalisation du système de **suivi des dossiers transmis aux juridictions**.
14. Traitement des doléances et réduction du nombre de **dossiers en instance** à un niveau acceptable.
15. Promotion de la **déclaration de patrimoine**, mise à jour de la **liste mère des assujettis** et **rappel** par voie extra judiciaire des personnes ne s'étant pas acquitté de leur obligation légale de Déclaration de Patrimoine.

## 8.5- BUDGET DE L'EXERCICE 2014

**Tableau 25 : Budget et schéma de financement des activités de l'exercice 2014**

RUBRIQUE	BUDGET 2014 ( En Milliers d'Ariary )	%	SCHEMA DE FINANCEMENT ( En milliers d'Ariary )				% de financement	
			Etat Malagasy			Partenaires Techniques et Financiers Extérieurs	Etat	P.T..F.E
			L.F.P 2014	L.F.R 2014	TOTAL			
<b>1.- ACTIVITES DE LCC</b>	<b>2 200 143</b>	<b>30,0</b>	<b>125 447</b>	<b>487 085</b>	<b>612 532</b>	<b>1 587 610</b>	<b>27,8</b>	<b>72,2</b>
- Activités opérationnelles	1 228 175	55,8	93 647	487 085	580 732	647 442	47,3	52,7
- <i>Investigation</i>	555 050	45,2	45 322	328 819	374 141	180 909	67,4	32,6
- <i>Prévention</i>	316 500	25,8	23 133	67 789	90 922	225 578	28,7	71,3
- <i>Education</i>	356 625	29,0	25 192	90 477	115 669	240 955	32,4	67,6
- Comités Consultatifs	31 800	1,4	31 800		31 800		100,0	
- Appui Opérationnel	504 983	23,0				504 983		100,0
- Réunions et conférences internationales	40 000	1,8				40 000		100,0
- Communication	108 943	5,0				108 943		100,0
- Formation	286 242	13,0				286 242		100,0
<b>2.- INVESTISSEMENT</b>	<b>1 545 326</b>	<b>21,1</b>	<b>0</b>	<b>903 551</b>	<b>903 551</b>	<b>641 775</b>	<b>58,5</b>	<b>41,5</b>
<b>3.- FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 588 835</b>	<b>48,9</b>	<b>2 686 283</b>	<b>902 552</b>	<b>3 588 835</b>		<b>100,0</b>	
- Salaire	2 322 540	64,7	2 322 540		2 322 540		100,0	
- I R S A	902 552	25,1		902 552	902 552		100,0	
- Autres charges de fonctionnement	363 743	10,1	363 743		363 743		100,0	
<b>BUDGET 2014 (En Milliers d'Ariary)</b>	<b>7 334 304</b>	<b>100,0</b>	<b>2 811 730</b>	<b>2 293 188</b>	<b>5 104 918</b>	<b>2 229 385</b>	<b>69,6</b>	<b>30,4</b>



# ANNEXES

# Annexe 1

## Synthèse des rapports des comités consultatifs

### 1- MISSION, MANDAT ET FONCTIONNEMENT DES COMITES CONSULTATIFS

Les Divisions opérationnelles des Branches Territoriales sont assistées par des Comités Consultatifs conformément aux termes du décret N° 2008-176 du 15 février 2008 portant réorganisation du BIANCO. La nomination des membres, la composition, le fonctionnement ainsi que les termes de leur mandat sont fixes par décision du Directeur Général du BIANCO.

Les membres des Comités Consultatifs sont nommés par le Directeur Général du BIANCO sur proposition d'une liste établie et présentée par chaque Directeur Territorial.

Les Comités Consultatifs sont chargés, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur :

- les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général ;
- la prévention contre la corruption et les infractions assimilées ;
- les relations avec les citoyens.

Le mandat des membres est fixé pour une année tacitement renouvelable cinq fois et pour un maximum de six années en poste continu.

La périodicité des réunions des membres des Comités Consultatifs est fixée par décision du Directeur Territorial après accord préalable du Directeur Général du BIANCO. Pour le Comité Consultatif en « Investigation », la fréquence de la réunion est de une fois par mois ou tous les deux mois. Par contre celle du Comité Consultatif en « Education - Prévention » s'effectue tous les trimestres.

## **2- COMPOSITION ET MEMBRES DES COMITES CONSULTATIFS**

Les comités consultatifs sont composés des membres ex-officio et Es-qualité. Sont nommés membres des Comités Consultatifs, au titre de l'exercice 2013 :

### **2.1.1- Branche Territoriale d'ANTANANARIVO**

#### ***A.- Comité consultatif en Investigation***

Madame RAMIARISOA Sylvie, Secteur Privé ;

Messieurs :

- Procureur Général près de la Cour d'Appel d'Antananarivo, représenté par Madame RANDRIAMAHEFA Sahondraniaina, (Avocat Général) ;
- Contrôleur Général de Police RAKOTONDRATSIMA Johnson Désiré, Directeur Général de la Police Nationale, représenté par le Commissaire Divisionnaire de Police ;
- RORONY Modeste, Directeur de la Répression de la Délinquance Financière et de la Lutte contre la Corruption ou par Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police ;
- ANDRIANTSEHENO Joachim, Chef du Service Central de la Lutte Contre la Corruption ;
- Colonel RANDRIANARIMANANA Mosesy, Directeur de la Police Judiciaire et représentant le Général de Division RAVALOMANANA Richard, Commandant de la Gendarmerie Nationale;
- Maître RAMANANDRAIBE Iharivaka, Avocat et représentant Maître RAHARISON Hubert, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Madagascar;
- ANDRIAMAHENINA Bert, Médecin Honoraire, membre de la Société Civile ;
- RAKOTOMANANA Honoré, Ancien Chef d'Institution et Ancien Sénateur ;
- HASIMPIRENENA Rasolomampionona, Directeur Général des Services Fonciers.

#### ***B.- Comité Consultatif en Education-Prévention***

Mesdames :

- RAKOTONDRABE Noeline, Directeur de l'Administration des Juridictions auprès du Ministère de la Justice ;
- RAJAONA Noé-Line, Directeur Général de la Fonction Publique ;
- RAMANANTENASOA Noeline, Directeur de la Promotion de l'intégrité auprès du Ministère de la Justice (membre suppléant) ;
- RAMANAMIHANTATSOARANA Monique, Professeur à l'Université d'Antananarivo ;
- RATOVELINJAFY Bakoly, Magistrat, Conseiller près la Cour Suprême ;

Messieurs :

- RANDRIANANDRASANA Jean Baptiste, Directeur de l'Office de l'Education de Masse et du Civisme auprès du Ministère de l'Education Nationale ;
- RAKOTONDRAZAKA Roger, Directeur de la Législation, de la Réglementation et des Etudes auprès de la Direction Générale des Douanes ;
- RAJAONERA Fredy, Vice Président du Syndicat des Industries de Madagascar ;

- Colonel RAMANOELINA Fanantenana Holison David, Chef de Service des Etudes et Personne Responsable des Marchés Publics auprès de la Gendarmerie Nationale ;
- Père RAHARISON Alain Thierry, Secrétaire Général de la Commission Episcopale de la Justice et Paix Madagascar ;
- RANDRIAMAMORISOA Marc, Chef du Service d'Appui et de Formation à la Direction Générale des Impôts.

## **2.1.2 - Branche Territoriale de TOAMASINA**

### ***A.- Comité consultatif en Investigation***

Madame : Maître BARON SU MING AH WAI Claudine, Avocat, Délégué du Bâtonnier ;

Messieurs :

- ANDRIAMIHANGY Georges Florence, Procureur Général près la Cour d'Appel de Toamasina ;
- Commissaire Divisionnaire RAKOTOARISOA Jean Yves, Directeur Inter-Régional de la Sécurité Intérieure de Toamasina, représenté par le Commissaire de Police ;
- RAMAHENINA Anselme, Chef de Service Provincial de la Police Economique ;
- Lieutenant Colonel JUSTIN Hary M.L.A, Chef Service Emploi CIRGN Toamasina, représentant le Commandant de la CIRGN Toamasina ;
- BODA Narison Richard, Directeur Inter-Régional de Tourisme et de l'Artisanat ;
- VELONTRASINA Julien, Doyen de la faculté de Droit, d'Economie et de Gestion de l'Université de Toamasina ;
- RAZAFINDRABE Joseph Ernest G, Président du KMF/CNOE.

### ***B.- Comité Consultatif en Education-Prévention***

Mesdames :

- GILBERT Sylvie, Directeur Interrégional des Mines et des Hydrocarbures ;
- RASOAMANTENA Marie Ange, Directeur de l'ONG ODDIT ;

Messieurs :

- JEAN Noël, Représentant du Directeur Régional de l'Education Nationale ;
- BEVOAVY Félicien Gabriel, Directeur Régional de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales ;
- RAMINOARIMANANA Hajarizaka, Receveur des Douanes ;
- ZOELISON Arthur, Réalisateur Audiovisuel à la TVM Toamasina ;
- RASOLOFONJATOVO Nestor, Directeur de la Radio Télévision FMA ;
- RAKOTOMAHAZO Thierry, Directeur de Transit ;
- BOTO Edmond, Consultant ;
- RABEARISON Frédéric, Directeur Régional de la Santé Publique.

## **2.1.3 - Branche Territoriale d'ANTSIRANANA**

### ***A.- Comité consultatif en Investigation***

Messieurs :

- RAVOAHANGY Yvon Christiano, Procureur Général près la Cour d'Appel (PGCA) ;
- Commissaire Divisionnaire FRANCOIS, Directeur Inter Régional de la Sécurité Intérieure ;
- Colonel RANDRIAMANALINA Jean Christophe, Commandant la Circonscription de la Gendarmerie Nationale Antsiranana ;
- MAHASOLO Bruno Ernest, Avocat, Représentant du Bâtonnier ;
- JAODADY Amélien, Inspecteur d'Etat, Contrôleur des Dépenses Engagées ;
- Docteur GOVINDJEE Anante, Médecin d'Entreprise ;
- ABDOU KAID, Commerçant, Représentant la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- RASOLONIRINARIMANANA Haingo, Coordonnateur Régional de SAGE.

### ***B.- Comité Consultatif en Education-Prévention***

Mesdames :

- RAVAOARISOA Emma Fideline, Chef du Service Régional des Domaines et de la Propriété Foncière DIANA ;
- ANNE Raymonde, 2ème Substitut du Procureur de la République auprès du Tribunal de Première Instance Antsiranana, en tant qu'Expert en Prévention ;

Messieurs :

- ABOUDOU Mesmin, Directeur Régional de l'Education Nationale de DIANA, Représentant de l'Education Nationale ;
- JAONOSY Juslin, Directeur du Développement Régional de DIANA ;
- Docteur RALAIARIPARANY Fidélis Odon, Directeur Régional de la Santé de DIANA à la suite de sa nomination au sein du Ministère de la Santé ;
- Révérend Père ZAFISORATRA Simon, Directeur de Radio Faniry, Représentant de la Société Civile ;
- SAID M'ZE, Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, Représentant du Secteur Privé ;
- RAZAFIMAHATRATRA Laurent Alfred, en tant qu'Expert en Prévention ;
- ANDRIANIRINA Charles Bernard, Enseignant - Chercheur à l'Université d'Antsiranana, en tant qu'Expert en Education ;
- RAJERISIA Denis, Directeur Inter Régional de Communication de DIANA-SOFIA, en tant qu'Expert en Education.

## **2.1.4 - Branche Territoriale de TOLIARA**

### ***A.- Comité consultatif en Investigation***

Madame :

- RAKOTONDRAINIVONONA Emilie, Vice Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Toliara ;

Messieurs :

- TSABOTO Jacques Adolphe, Procureur Général près la Cour d'Appel (PGCA) de Toliara ;
- Général de Brigade IAMA Radafy, Commandant la Circonscription de la Gendarmerie Nationale de Toliara ;
- Contrôleur Général de Police TOLOJANAHARY Zenith, Directeur Inter-Régional de la Sécurité Intérieure de Toliara ;
- Maître RAKOLOLAHY Pierre, Avocat, Délégué du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ;
- RASOLOFOMASY Simon Seta, Doyen de la Faculté DEGS à l'Université de Toliara ;
- JAOVITA Albert, Professeur, Vice - Président de la Plateforme Régionale des O.S.C ;
- LEVONDRINARISOA Lova Bonard, Directeur d'Agence de la BNI/CI.

### ***B.- Comité Consultatif en Education-Prévention***

Mesdames :

- RAHOLIMALALA Angèle, Auditeur financier, Directeur d'Agence Cabinet SAGA ;
- DEVILLE Monja Fokonontsoa, membre de la Société Civile ;

Messieurs :

- PASCAL, Directeur Régional de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales ;
- RANDRIANARISON Justin, Directeur Interrégional des Mines et des Hydrocarbures ;
- RANDRIANARISOA Yvon Pierre, Chef Service Appui aux Communes, Service de la Décentralisation ;
- NAHORY, Directeur Régional de l'Education Nationale d'Atsimo Andrefana ;
- ENIAVISOA, Inspecteur d'Etat, Délégué du Contrôle Financier ;
- DIELIBOU YOUSOUF Somano, Avocat au Barreau de Madagascar ;
- SHALIM Sheraly, Opérateur économique, Président de l'Office Régional du Tourisme ;
- ZAMANDARY Christian, Directeur Interrégional de la Communication.

## **2.1.5 - Branche Territoriale de MAHAJANGA**

### ***A.- Comité consultatif en Investigation***

Mesdames:

- RAMIANDRASOA Véronique, Premier Président de la Cour d'Appel de Mahajanga ;
- RANDRIAMAROMANANA Onivola, Secrétaire Général du Groupement des Entreprises Privées à Mahajanga ;

Messieurs :

- HANONDAZA, Procureur Général près la Cour d'Appel de Mahajanga ;
- Colonel MAKHA Hermann, Commandant de la CIRGN de Mahajanga ;
- Maître ALIBAY Moïse, Délégué de l'ordre des Avocats de Mahajanga ;
- SAID Hassan, Président du Sojabe Mahajanga ;
- Pasteur ANDRIANARILALA Daniel Hubert, Pasteur de la FJKM Ziona Vaovao.

### ***B.- Comité Consultatif en Education-Prévention***

Mesdames :

- RAKOTOASIMBOLA Jemima, Journaliste;
- RASOARINDAZA Séraphine, Membre de l'Association Justice et Paix de Mahajanga ;
- RANORINE, Présidente du Tribunal de Première Instance de Mahajanga ;

Messieurs :

- TIANDRAINNY Anzizy Jean Ferlin, Directeur Régional de la Communication ;
- RANAIVOSON Jean Claude, Directeur Régional des Impôts ;
- ANDRE Pierrot, Directeur Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- ABRASSE MASSOUD, Directeur Régional de la Décentralisation ;
- Professeur TIANDAZA DINARLY Odilon, Directeur du Centre Hospitalier Universitaire ;
- ZAFISAONA Gabriel ;
- JOSOA Tony, Rédacteur en Chef de la Station M3TV Mahajanga ;
- RAKOTOSON Zoheriniaina, Receveur des Domaines de Mahajanga.

## **2.1.6 - Branche Territoriale de FIANARANTSOA**

### ***A.- Comité consultatif en Investigation***

Mesdames :

- RAKOTONIAINA Justin Annie, Avocat, représentant le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats à Fianarantsoa ;
- NARAZANA, Enseignant - Chercheur à l'Université de Fianarantsoa (Faculté de Droit) ;

Messieurs :

- RANDRIANIRINA Mahandrisoa Edmond, Procureur Général près la Cour d'Appel de Fianarantsoa ;
- Commissaire Divisionnaire de Police RAFANOMEZANTSOA Roger, Directeur Inter-Régional de la Sécurité Intérieure de Fianarantsoa ;
- Colonel MANJAKAVELO Léonard Auguste, Commandant la Circonscription de la Gendarmerie Nationale de Fianarantsoa ;
- RANDRIANJANAKA Georges, Représentant la Société Civile ;
- RAVELOJAONA Jean Harson, Expert Comptable et Financier ;
- RAKOTOSON Georges Antoine, Colonel retraité de la Gendarmerie Nationale.

### ***B.- Comité Consultatif en Education-Prévention***

Mesdames :

- RAZAFINDRATSIMA Clarisse, Directeur de l'Ecole Normale Supérieure ;
- RAZAFINDRAHASY Amélie, Coordonateur de FIANTSO Madagascar ;
- RASOALANDINIRINA Olga, Expert en Communication ;
- RAZANAMAHEFA Désirée Marie Stella, Directeur Exécutif du Centre d'Echanges de Documents Inter Institutionnelles ;

Messieurs :

- RAKOTONANDRASANA Marcel, Directeur Régional de l'Education Nationale ;
- RAZAFINDRAINIBE Rahaja Harijao, Directeur Général Adjoint du Réseau TIAVO ;
- RAZAKAMANANTSOA Gaby Nestor, Président du Tribunal Administratif ;
- RAZAFIMAHATRATRA Vincent, Directeur Inter Régional de l'Inspection Générale de l'Etat.
- HERISON Olivier, Commissaire Financier près le Tribunal Financier ;
- RAZAFINDRASALA Andriambaonirina, Directeur Régional de la Fonction Publique, Travail de l'Emploi et des Lois Sociales.

### 3.- REALISATIONS ET RECOMMANDATIONS DES COMITES CONSULTATIFS

#### 3.1-Volet investigation

Le tableau ci-après récapitule la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation des six (6) Branches Territoriales du BIANCO au cours de l'exercice 2013 :

**Tableau 26 : Etat des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation**

	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ANT	TOTAL
Dossiers investigables	235	155	58	185	105	148	<b>886</b>
Dossiers traités	195	135	124	131	115	254	<b>954</b>
Dossiers soumis aux CCI	119	74	94	70	83	203	<b>643</b>
Dossiers classés par CCI	119	71	93	70	73	203	<b>629</b>
Dossiers refoulés par CCI pour continuation d'enquête	0	3	1	0	10	0	<b>14</b>
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	61%	53%	75%	53%	63%	80%	<b>66%</b>

Le nombre de dossiers traités dépasse le nombre de dossiers investigables en 2013. La différence représente les dossiers en instance à la fin de l'année 2012 et traités en 2013. Parmi les neuf cent cinquante quatre (954) dossiers traités en 2013 figurent des dossiers délibérés investigables depuis 2010.

Seuls 2% des dossiers soumis aux Comités Consultatifs en 2013 ont fait l'objet des travaux complémentaires d'investigation, soit quatorze (14) sur les six cent quarante trois (643) soumis à leur examen. Presque la totalité des dossiers présentés aux Comités Consultatifs a reçu l'avis favorable pour classement sans suite.

Le nombre de dossiers soumis pour examen et les décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales au cours de l'année 2013 sont récapitulés comme suit :

**Tableau 27: Etat des dossiers classés sur décision des Comités Consultatifs en Investigation**

Rubriques	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ATN	TOTAL
Dossiers soumis aux CCI	119	74	94	70	83	203	<b>643</b>
Dossiers classés par CCI	119	71	93	70	73	203	<b>629</b>
Pourcentage des dossiers classés par rapport aux dossiers soumis aux CCI	100%	96%	99%	100%	88%	100%	<b>98%</b>

Les quatorze (14) dossiers faisant l'objet de reprise des travaux d'investigation en 2013 pour réunir les éléments constitutifs des infractions correspondants sont issus des décisions des Comités Consultatifs de la Branche Territoriale de Toliara, de Fianarantsoa et de Toamasina.

## **3.2 –Volet Education-Prévention**

### **3.2.1- Conseil d'ordre général**

Les Comités Consultatifs en Education – Prévention ont pour mission de donner des avis sur la prévention contre la corruption et les infractions assimilées et les relations avec les citoyens. Les avis techniques et conseils d'ordre général émis par ces Comités en 2013 sont récapitulés comme suit :

- Projection d'une réforme législative par la révision ou la réactualisation de la loi 2004-030 du 09 septembre 2004 sur la lutte contre la corruption notamment en ce qui concerne le pouvoir d'auto saisine du BIANCO et l'indépendance du bureau, l'exploitation des déclarations de patrimoines, l'autonomie administrative et financière du BIANCO... ;
- Réactualisation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption.
- Renforcement en nombre et en qualité des équipes opérationnelles chargées de la mise en œuvre des activités d'Education et de Prévention ;
- Invitation d'un ou de plusieurs hauts responsables d'un secteur de l'Administration, selon les besoins, à chaque réunion du Comité Consultatif en vue d'enrichir les échanges et les partages d'expériences;
- Etablissement d'un bilan sur les dix (10) années d'expérience du BIANCO par rapport à son rôle et sa mission en vue d'apprécier et d'évaluer les impacts de ses réalisations;
- Réactualisation des activités d'Education et de Prévention auprès des secteurs les plus décriés, en particulier le transport en commun, le milieu universitaire, l'Administration foncière et l'Administration fiscale, pour une meilleure adhésion du public et des secteurs ;
- Réalisation des actions de lobbying et de plaidoyer auprès des autorités compétentes en vue de l'adoption des textes relatifs au plafonnement et à la transparence de fonds de propagande ;

### **3.2.2- Conseils spécifiques pour le Volet Education**

Les avis spécifiques des Comités Consultatifs sur le volet Education en 2013 sont récapitulés comme suit :

- Intensification de l'information du grand public sur le rôle et attributions du volet Education - Prévention (affluence des communications dans tous les supports et canaux) ;
- Implication des démembrés de l'OEMC au niveau du CISCO comme relais d'information et d'éducation lors des missions dans les Régions ;
- Exploitation des principales valeurs ou « soatoavina maha-malagasy » : « rariny, hitsiny, tahotra an'Andriamanitra, fahamarinana, ... » comme outil d'éducation du grand public ;
- Réalisation d'une campagne d'éducation électorale des citoyens (redevabilité sociale) ;

#### **a.- Insertion de la dimension lutte contre la corruption dans le programme scolaire**

- Mobilisation des Responsables du Ministère de l'Education Nationale pour la formalisation et la promulgation des textes relatifs à l'insertion de la dimension anti-corruption dans le programme scolaire ;
- Collaboration avec les Ministères de tutelle en vue de l'élaboration d'une Politique Nationale contre la corruption dans le système éducatif, en général.

### **b.- Réseaux d'honnêteté et d'intégrité**

- Renforcement de la notion d'éducation citoyenne et la notion d'intérêt général et d'intérêt public.
- Formalisation ou institutionnalisation du rôle des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité en matière de veille et d'interpellation ;
- Vulgarisation des affiches pour la mobilisation des étudiants en milieu universitaire;

### **c.- Code de conduite et code d'éthique**

- Conception d'un logiciel pour véhiculer des messages de réflexion anti-corruption à chaque ouverture de session sur les ordinateurs des employés, à l'instar des réalisations de la Direction Générale des Douanes ;
- Mise en place d'un système de contrôle de l'effectivité du code de conduite des agents publics.

### **3.2.3- Conseils spécifiques pour le Volet Prévention**

Les conseils spécifiques formulés par les Comités Consultatifs pour le volet Prévention en 2013 se résument comme suit :

- Vulgarisation au niveau national de tous les guides élaborés en collaboration avec l'Administration, à savoir guide de permis de construire de la Commune urbaine d'Antananarivo, guide sur la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs ... ;
- Renforcement de la collaboration avec les Organisations de la Sociale Civile (OSC) pour la vulgarisation des principales informations sur les services publics auprès des Fokontany, notamment en matière foncière, administration fiscale, etc... ;
- Appui à la mise en place et au renforcement d'un système de contrôle efficace au sein de l'Administration et encouragement des partenaires ou entités à l'application des sanctions positives par rapport à l'adhésion à la lutte contre la corruption.

#### **a.- Lutte contre la corruption sur les axes routiers**

- Publication périodique par la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale des rapports de leurs activités de sécurisation de la circulation pour informer le public des réalisations et de l'utilité des contrôles effectués;
- Mise en place des panneaux de sensibilisation à la lutte contre la corruption sur les principaux axes des routes nationales.

#### **b.- Concours administratifs**

Recommandation d'un contre-test en cours de formation pour s'assurer de l'intégrité des concours administratifs et soumission au Gouvernement d'un projet de texte pour écarter les défaillants ;

- Analyse des procédures de recrutement sur titre au sein de l'Administration ;
- Renforcement de la communication au public sur la nature et les résultats des travaux du BIANCO lors des missions d'assistance aux concours administratifs.

### **3.3- Volet Communication**

- Utilisation de la Nouvelle Technique de l'Information et de Communication pour mobiliser les jeunes ;
- Remobilisation des acteurs médiatiques et des journalistes locaux de chaque Région à participer activement à la lutte contre la corruption.
- Collaboration avec les figurants célèbres en vue de mieux véhiculer les messages ;

### **3.4- Volet Application de la loi**

- Renforcement du mode opératoire du BIANCO par la mise en place d'une Division chargée de « l'Espionnage » dans chaque Branche Territoriale ;
- Proposition des mesures d'accompagnement pour lutter contre les trafics illicites des ressources, et en particulier les bois précieux, afin d'appliquer des peines exemplaires aux personnes impliquées ;
- Qualification de la corruption dans le cadre du développement socio-économique et proposition d'un nouvel axe stratégique basé sur la capacité de résilience en anti-corruption ;
- Renforcement des liaisons auprès des instances de juridiction en vue d'améliorer la politique pénale.

### **3.6- Déclaration de patrimoine**

- Mise en place d'un mécanisme permettant l'obtention de la liste des personnes assujetties ;
- Mise en place d'une base de données sur les personnes assujetties à la déclaration de patrimoine afin de faciliter la réactualisation de la liste mère et le suivi de son évolution;
- Renforcement de la mobilisation des personnes assujetties sur leurs obligations et les risques encourus en cas de défaut de déclaration de patrimoine par les canaux appropriés;
- Vulgarisation de la version électronique du formulaire de déclaration de patrimoine aux Services Territoriaux Déconcentrés et aux Collectivités Territoriales Décentralisées afin d'en faciliter l'accès aux assujettis ;
- Adoption d'une stratégie plus efficace pour inciter les personnes assujetties à s'acquitter de leur obligation envers la loi en matière de Déclaration de Patrimoine.

## Annexe 2 : Tableau de comparaison des réalisations aux indicateurs prévus

Volet	Indicateurs	Objectifs 2013	Réalisations 2013	Ecart	Niveau de réalisation	Commentaires sur les écarts
Application de la loi	1.-Nombre de doléances reçues	5 700	4 006	- 1 694	70 %	La pratique de la corruption demeure une attitude généralisée pour atténuer les impacts et incidences de la crise politique depuis 2009. Ainsi, est-il enregistré une diminution progressive des doléances reçues par année. Le nombre des dossiers traités au cours de l'année prend en compte les dossiers en instance à fin 2012 et bouclés en 2013. L'importance en nombre et en taux de réalisation des déclarations de patrimoine reçues en 2013 provient essentiellement de la mobilisation des responsables exerçant les fonctions d'Officiers de Police Economique ou Judiciaire. Cette catégorie des assujettis représente 4.215 sur les 5.272 déclarations reçues en 2013.
	2.-Nombre de doléances de corruption investigable	1 200	886	- 314	74 %	
	3.-Nombre de dossiers de corruption investigable traités	1 200	954	- 246	80 %	
	4.-Nombre de dossiers transmis aux juridictions	510	311	- 199	61 %	
	5.- Nombre de déclarations de patrimoine reçues	2 700	5 272	+ 2 572	195 %	
Education	1.- Nombre de séances de mobilisation réalisées	170	177	+ 7	104 %	Les réalisations de l'année 2013 ont été axées principalement sur les mobilisations des cibles au niveau des zones périphériques des Branches Territoriales pour pallier à l'insuffisance des allocations de ressources nécessaires pour couvrir les charges relatives à ces activités.
	2.- Nombre de Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrités mises en place et opérationnels	119	88	- 31	74 %	Les bonnes volontés pour atteindre les objectifs fixés pour la période trouvent leurs limites dans l'indisponibilité des ressources nécessaires et indispensables pour réaliser les activités planifiées.
	3.- Nombre de Politiques Régionales redynamisées	15	11	- 4	73 %	La non fonctionnalité des Conseils Régionaux, l'approche des élections présidentielle et parlementaire et l'insuffisance des moyens humains, matériels et financiers constituent les principaux facteurs de blocages pour l'atteinte des objectifs 2013 relatifs aux activités de redynamisation des politiques régionales.
Prévention	1.-Nombre de systèmes et procédures analysés	12	1 réalisée 10 en cours	-1	Globalement 40 %	Une (1) étude a été réalisée, une (1) analyse n'a pas été démarrée et dix (10) autres systèmes et procédures sont en cours de revue à fin 2013. Les travaux y afférents seront repris et poursuivis en 2014.
	2.-Nombre des entités accompagnées dans la mise en œuvre des recommandations	25	08	-17	32 %	Ce niveau de réalisation a été obtenu grâce à la mobilisation des responsables des services publics et à l'opérationnalité des comités de suivi des recommandations, face aux problèmes opérationnels liés à l'insuffisance des allocations de ressources pour la mise en œuvre des activités y afférentes.
	3.- Nombre de CTD et STD appuyés pour la mise en place des dispositifs anti-corruption	140	376	+176	269 %	Les activités d'appui pour la mise en place des dispositifs anti-corruption auprès des services publics ainsi que des normes recommandées par BIANCO ont été facilitées principalement par la prise de conscience des responsables concernés sur les impacts et l'amélioration de la crédibilité de leurs entités respectives.
	4.- Nombre de concours administratifs accompagnés	05	13	+ 08	260 %	L'évolution significative de la sollicitation du Bureau pour l'accompagnement dans l'organisation des concours administratifs est liée principalement aux risques de corruption pendant la période de crise.
Développement de la capacité opérationnelle du BIANCO	1.-Effectif du Bureau	183	180	- 3	98 %	Le BIANCO a pour objectif de maintenir son effectif à fin 2012, faute de postes budgétaires. Les mouvements du personnel en 2013 s'expliquent par un agent admis à la retraite et 2 démissionnaires.
	2.- Nombre de séances de formations à l'extérieur réalisées	6	9	+ 3	150 %	Le personnel du BIANCO a pu participer à ces formations grâce à la contribution des entités organisatrices et/ou des partenaires techniques et financiers, entre autres, l'Académie Internationale Anti Corruption (IACA) à Luxembourg – AUTRICHE, l'Ambassade de Chine et l'Ambassade de France à Madagascar.
	3.- Nombre de réunions et forums internationaux assistés	3	5	+ 2	167 %	Les participations du BIANCO à ces réunions et conférences internationales ont été réalisées sur invitation et sur prise en charge des Organisateur.

### **Annexe 3 : Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Madagascar depuis 2002, selon Transparency International**

<b>Année</b>	<b>Score IPC</b>	<b>rang</b>
2002	1.7 / 10	96 <sup>ème</sup> / 120
2003	2.6 / 10	88 <sup>ème</sup> / 133
2004	3.1 / 10	82 <sup>ème</sup> / 146
2005	2.8 / 10	97 <sup>ème</sup> / 159
2006	3.1 / 10	84 <sup>ème</sup> / 163
2007	3.2 / 10	94 <sup>ème</sup> / 179
2008	3.4 / 10	85 <sup>ème</sup> / 180
2009	3.0 / 10	99 <sup>ème</sup> / 180
2010	2.6 / 10	123 <sup>ème</sup> / 178
2011	3.0 / 10	100 <sup>ème</sup> / 183
2012	3.2 / 10	118 <sup>ème</sup> / 175
2013	2.8 / 10	127 <sup>ème</sup> / 180